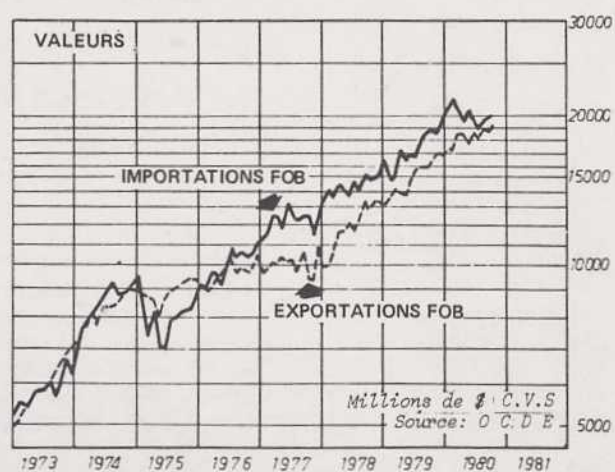
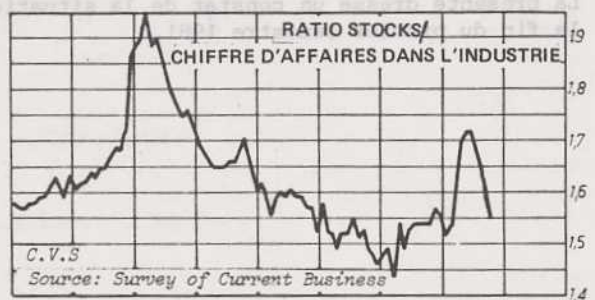
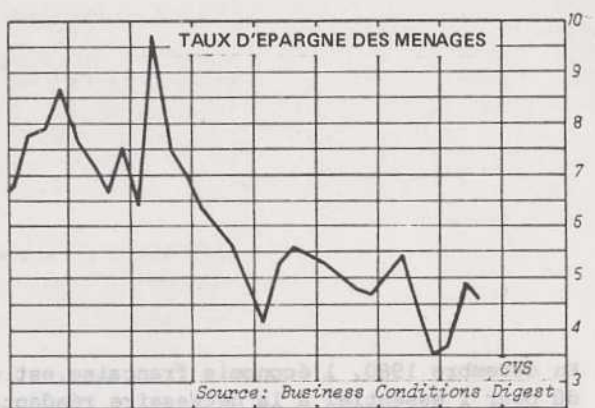
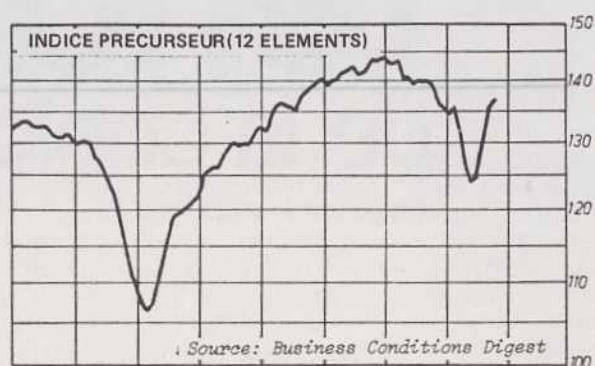
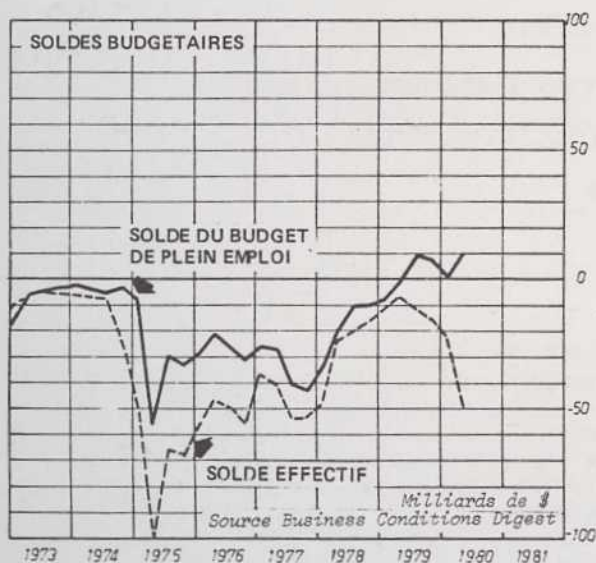
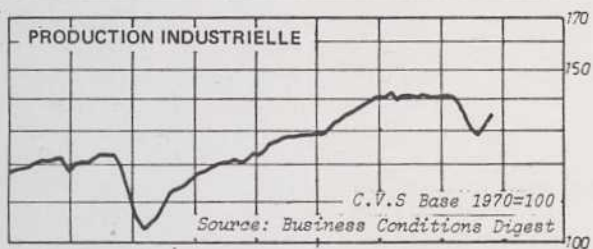
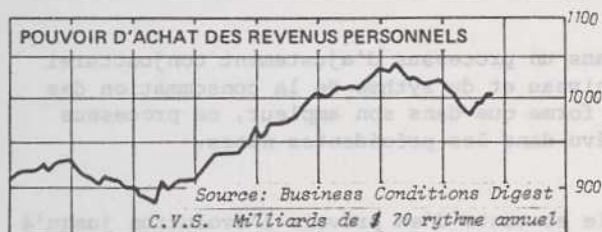
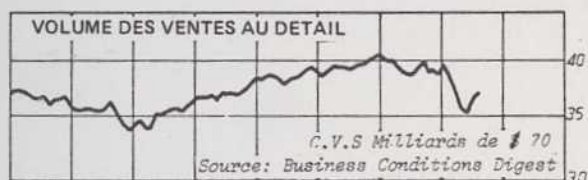
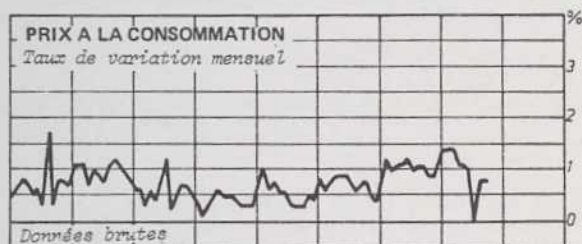


ETATS - UNIS



I - L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Dans l'ensemble des économies occidentales, la croissance s'est interrompue à partir du second trimestre 1980. Jusqu'à cette date, le prélèvement extérieur dû à la hausse des prix de l'énergie n'avait pas affecté la croissance parce que les ménages compensaient le ralentissement des salaires réels en diminuant leur taux d'épargne. La stabilisation des cours du pétrole et le reflux des anticipations inflationnistes ont brusquement modifié cette situation : presque partout la baisse de la consommation des ménages a cassé l'expansion. La soudaineté du retournement et son caractère brutal dans quelques pays ne signifie pas que l'ensemble des économies occidentales s'est engagé dans une récession profonde. Les évolutions observées durant l'été et le début de l'automne conduisent à un jugement plus nuancé. En moyenne l'inflexion de l'activité reste modérée. Ceci laisse attendre que, au-delà des fluctuations enregistrées à très court terme par tels ou tels pays, la phase d'ajustement et d'apurement des déséquilibres s'étalera sur une période assez longue. De la sorte, le ralentissement de l'inflation serait lent et les politiques publiques - fiscales et surtout monétaires - resteraient restrictives. Les incertitudes qui affectent les approvisionnements pétroliers accentueraient un climat marqué par l'attentisme. Pourtant, le début du ralentissement de l'inflation a entraîné un redressement de la croissance du pouvoir d'achat des revenus salariaux des ménages. Ainsi paraît se mettre en place un élément permettant d'envisager une reprise progressive à la fin du premier semestre de 1981, outre le développement attendu des achats des pays pétroliers. Il demeure que l'ampleur et la diversité des déséquilibres extérieurs pour les pays de la zone occidentale rendent probable un retour au premier plan des problèmes de compétitivité.

Etats-Unis

Au troisième trimestre le volume du PNB a augmenté de 0,9 % en rythme annuel. Cette augmentation confirme les signes de reprise qui se sont multipliés durant l'été à partir du très bas niveau de juin ; en taux annuel le volume du PNB avait diminué de 9,6 % au second trimestre par rapport au premier. Ainsi les puissants enchaînements récessifs mis en oeuvre au deuxième trimestre paraissent-ils enrayés ou pour le moins interrompus.

Des éléments positifs...

Au cours des derniers mois l'économie américaine a enregistré plusieurs évolutions positives. Les commandes de biens durables ont repris : + 8,1 % en valeur au troisième trimestre, contre - 13,9 % au second. Le rapport des stocks au chiffre d'affaires dans l'industrie a continué à se réduire (1,55 en octobre contre 1,59 en septembre, données CVS). Mais surtout la production industrielle s'est accrue en août (+ 1 %), septembre (+ 1,6 %) et octobre (+ 1,6 %). De janvier à juillet le recul avait été de 8,7 %. Deux secteurs clés ont particulièrement bénéficié de cette amélioration : la construction et l'automobile. Les mises en chantier dont le point bas correspondait à 906 000 logements en moyenne annuelle ont retrouvé de août à octobre le rythme de 1,5 million d'unités. Pour l'automobile les ventes avaient baissé en mai-juin de 40 % en moyenne annuelle par rapport à janvier. Elles se sont redressées en septembre mais demeurent encore inférieures de 16 % au niveau de janvier. Les profits des entreprises avant impôt avaient chuté au deuxième trimestre de 20 % en dollars courants par rapport au précédent ; des simulations suggèrent qu'ils pourraient progresser de 7 % au troisième. Quant aux dépenses des particuliers elles augmentent de 1,2 % en volume du second au troisième trimestre. Enfin les paiements courants, en déficit de 10 milliards de dollars sur l'année 1980, enregistrent désormais un excédent.

... mais insuffisants

Ces éléments plus favorables ne doivent pas masquer les difficultés qui subsistent. Pratiquement elles se regroupent autour du problème de l'inflation et des politiques destinées à la contenir. Il convient d'abord de remarquer que le revenu réel des ménages disponible après impôt, a progressé moins vite que la consommation au troisième trimestre. La reprise de celle-ci a donc été obtenue au prix d'une diminution du taux d'épargne : 4,6 % au troisième trimestre contre 4,9 % au second. Le point haut de l'année est de 5,2 % en mars 1980. A partir de juillet, une fois assouplis les contrôles du crédit (juin) les ménages ont à nouveau largement emprunté pour financer leurs achats de logements et d'automobiles mais aussi, semble-t-il, pour assurer leur trésorerie quotidienne. Quant à l'amélioration du revenu disponible il résulte pour une part notable du relèvement de 14,3 % à compter du 1er juillet des pensions de retraite de la sécurité sociale et pour une moindre part du ralentissement de l'inflation : d'un rythme annuel de 15 % au premier semestre la hausse des prix a été ramenée à 12,6 % en glissement en octobre.

Perspectives : le rôle central de l'inflation

Quatre conditions ont rendu possible au troisième trimestre la progression des achats des particuliers en biens de consommation et en logements : la baisse du taux d'épargne des ménages, une politique monétaire souple, l'accroissement du déficit budgétaire, un léger tassement de la montée des prix. La poursuite de ce mouvement conditionne la reprise. Il reposera pour l'essentiel sur la maîtrise de l'inflation ; les autres facteurs paraissant devoir jouer dans un sens restrictif.

Une nouvelle baisse du taux d'épargne des ménages paraît peu probable (tableau 1).

Les hypothèses retenues pour la fin de 1980 et les premiers mois de 1981 se situent aux environs de 4,7 %, ce qui est faible en comparaison du taux de longue période (6,3 % entre 1969 et 1979). En second lieu, la politique monétaire évolue de façon plus contraignante. La FED paraît en effet, déterminé à poursuivre une politique de réduction du rythme de croissance des agrégats monétaires. Si l'inflation demeure élevée au premier semestre 1981 (autour de 11 % en taux annuel) des options restrictives sont donc plausibles lorsque le nouvel exécutif va décider des choix budgétaires en janvier-février de l'année prochaine. Poursuivant sa remontée, le "prime rate" atteint 19 % (5 décembre 1980). Cette situation ne manquera pas de peser sur la reprise des investissements en logements déjà "gonflés" par les aides accordées en septembre, dernier mois de l'année fiscale. Ainsi, il semble d'ores et déjà très difficile de conserver le rythme de 1,5 millions de mises en chantier au quatrième trimestre.

TABEAU 1

Taux d'épargne des ménages

en % du revenu disponible

	Moyenne 1969 - 1979	1979 4 ^e trimestre	1980	
			1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
Etats-Unis	6,3	3,5	3,7	4,9
Japon	21,7	22,2	20,6	22,1
Royaume-Uni	11,0	16,2	13,4	15,2
R.F.A.	14,7	14,2	13,4	16,0
Italie	23,4	19,5	17,7	20,6
France	16,9	15,9	14,6	16,0

Sources : Etats-Unis : Business Conditions Digest
 Japon : Japanese Economic Indicators
 Royaume-Uni : Economic Trends
 R.F.A. : Monatsberichten der Deutschen Bundesbank - tome 4
 France : Rapport sur les Comptes de la Nation et comptes trimestriels
 Italie : O.C.D.E. et comptes trimestriels

Dans ce tableau seules les évolutions ont une signification. Il est en effet délicat de rapprocher les taux d'épargne des différents pays pour deux raisons principales : d'une part les définitions retenues peuvent différer, d'autre part les pays connaissent des situations originales vis-à-vis du crédit, de l'accession à la propriété et de la protection sociale.

En se limitant aux définitions, il faut préciser que les comptes nationaux américains, au contraire du système européen des comptes économiques intégrés (valable pour les pays de la Communauté) retiennent un concept de taux d'épargne net. Autrement dit, les revenus affectés aux ménages le sont après provisions pour amortissement des biens durables et des biens immobiliers. D'après les travaux de la Réserve Fédérale, l'application de la définition du SEC conduirait à relever le taux d'épargne des ménages aux Etats-Unis de 5 à 6 points.

Enfin en ce qui concerne le déficit budgétaire, le solde attendu pour l'année fiscale 1980 se situe entre - 55 et - 60 milliards de dollars. Il semble acquis que des réductions fiscales seront votées par le nouveau Congrès en janvier aussi bien pour alléger les impôts des entreprises (crédit d'impôt, changement dans le calcul des amortissements) que ceux des ménages. Leur impact toutefois serait très modeste, voire inexistant. D'une part les allègements prévus pourraient se trouver compensés par l'alourdissement automatique lié à l'inflation. D'autre part les effets du programme ne se feraient sentir qu'en 1982. En tout état de cause ramener le déficit à moins de 40 milliards de \$ en 1981 semble difficile. Il en résulterait des risques de conflit entre les orientations budgétaires et monétaires. Auparavant, c'est-à-dire au quatrième trimestre 1980 le déficit serait contenu en raison des dispositions adoptées par le Congrès au printemps. Finalement la maîtrise de l'inflation est déterminante. Or le ralentissement de la hausse des prix demeure très modéré : en octobre + 12,6 % en glissement sur un an, contre 12,7 % en septembre. A court terme, outre la hausse acquise sur les taux d'intérêt, on voit peu de raisons pour que les coûts de l'énergie et du logement décélèrent. D'autre part les prix des produits alimentaires sont très affectés par la sécheresse de l'été et pourraient croître autour de 12 % en 1981. Dans ces conditions l'inflation resterait pour les mois à venir au rythme de 10 à 11 % l'an. Ce contexte suggère un tassement de la consommation privée au quatrième trimestre qui se prolongerait au premier trimestre de l'année prochaine.

De leur côté les investissements (hors logement) qui se sont réduits en moyenne annuelle de 14 % et de 3 % respectivement aux deuxième et troisième trimestres pourraient reprendre quelque peu sous l'effet des encouragements publics. Ceci suppose compte tenu des capacités inemployées que les programmes envisagés visent davantage la rationalisation que l'élargissement des capacités. Pour les stocks l'ajustement se poursuivrait jusqu'au début de l'année prochaine. Enfin en raison du ralentissement de la demande mondiale dans les prochains mois et de l'actuelle remontée du dollar il est difficile d'extrapoler les bons résultats obtenus sur les exportations de marchandises.

En conclusion, l'économie américaine verrait son PNB diminuer d'environ 1 % en 1980. Ce résultat serait obtenu grâce à une poursuite modérée des progrès enregistrés au troisième trimestre. Toutefois, la persistance de l'inflation obérerait les perspectives d'une reprise franche et le premier semestre de 1981 pourrait connaître un nouveau recul de l'activité.

Les Economies européennes et le Japon

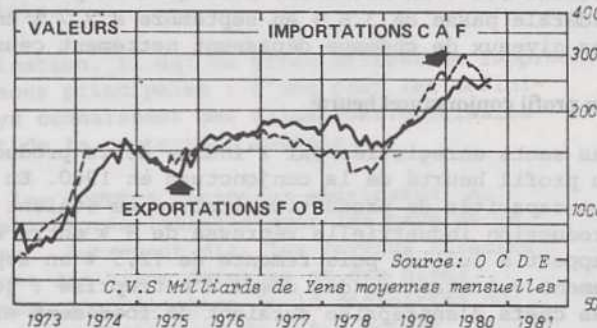
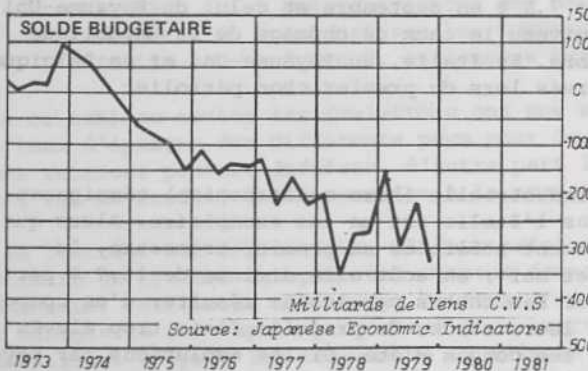
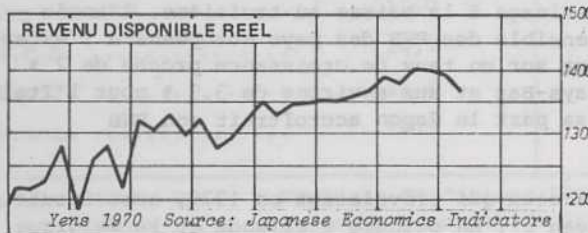
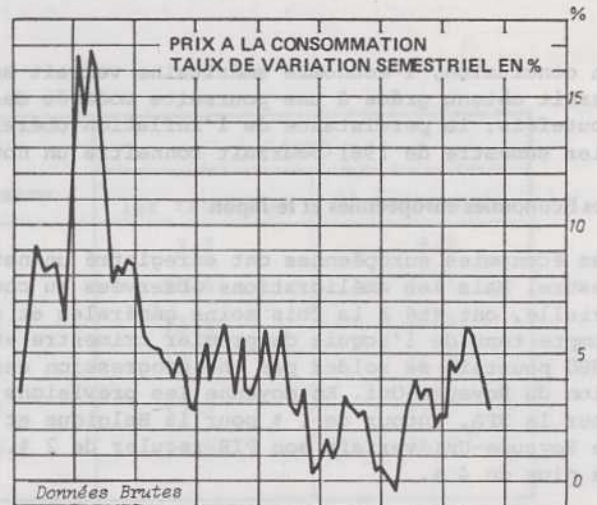
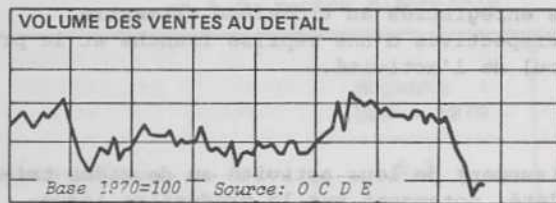
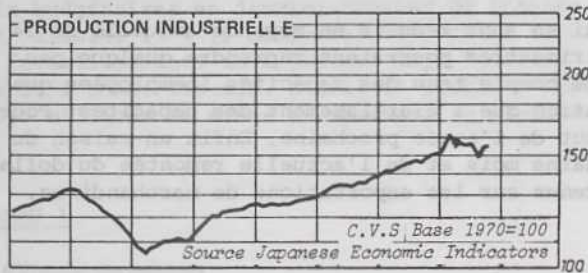
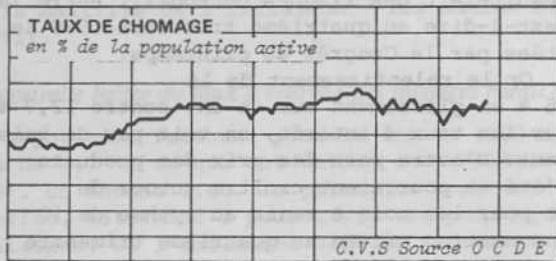
Les économies européennes ont enregistré un net ralentissement de leur activité au deuxième trimestre. Mais les améliorations observées au cours de l'été, notamment sur la production industrielle, ont été à la fois moins générales et de plus courte durée qu'aux Etats-Unis. Finalement, compte tenu de l'acquis du premier trimestre et du freinage à la baisse au troisième, l'année 1980 pourrait se solder par une progression encore sensible des PNB des pays européens à l'exception du Royaume-Uni. En moyenne les prévisions portent sur un taux de croissance proche de 2 % pour la RFA, autour de 1 % pour la Belgique et les Pays-Bas et aux environs de 3,5 % pour l'Italie. Le Royaume-Uni verrait son PIB reculer de 2 %. Pour sa part le Japon accroîtrait son PNB de plus de 4 %.

Toutefois, ces taux inférieurs de moitié en moyenne à ceux qui prévalaient en 1979, sont insuffisants pour enrayer le développement du chômage (tableau 2). En octobre l'Irlande et la Belgique ont près de 10 % de leur population active civile sans emploi, exactement 9,9 (CVS). L'Italie enregistre un taux de chômage de 8,1 % en octobre après 7,8 % en septembre et celui du Royaume-Uni atteint 8,4 % en novembre. Bien qu'à un plus faible niveau le taux de chômage de la République Fédérale passe de 3,6 % en septembre à 3,7 % en octobre. En Italie, au Royaume-Uni et en Belgique les niveaux de chômage dépassent nettement ceux observés lors du premier choc pétrolier.

Un profil conjoncturel heurté

Les sauts enregistrés par l'indice de la production industrielle (hors construction) témoignent du profil heurté de la conjoncture en 1980. En ce sens l'Italie est un cas exemplaire. Alors que les capacités de production italiennes étaient pleinement utilisées au premier trimestre, la production industrielle régresse de 8 % entre avril et mai ; en août elle diminue de 13,7 % par rapport à juillet puis remonte de 12,5 % en septembre. Les chutes paraissent résulter d'un comportement volontariste des chefs d'entreprise : jugeant leurs stocks de produits finis trop élevés les chefs d'entreprise auraient délibérément allongé les congés d'été. Si les évolutions par pays sont pratiquement en phase sauf pour le Royaume-Uni, les variations, calculées en moyenne mobile sur trois mois, sont d'importance inégale (graphique I). De mars à septembre la production industrielle a baissé de 6,2 % en RFA, de 3,2 % au Japon et de mars à août de 9,4 % en Italie. En outre le retournement est particulièrement net dans les biens intermédiaires et de consommation. D'après l'enquête communautaire menée en octobre le recul de la production industrielle se poursuivrait de façon ralentie. Néanmoins les perspectives s'assombrissent en Italie tandis qu'elles s'améliorent au Royaume-Uni et en RFA.

JAPON



En raison de leur rigidité les dépenses publiques ne devraient pas enregistrer de variations sensibles par rapport à 1979 sauf au Royaume-Uni où l'objectif de réduction des dépenses publiques est explicitement poursuivi. Les exportations réduites par le fléchissement de la demande mondiale ainsi qu'un ralentissement relatif du secteur des services, le freinage est intervenu plus tôt en Italie.

En moyenne la chute de l'activité au deuxième trimestre comme son freinage au troisième est largement imputable aux mouvements de la consommation des particuliers. Dès le début de l'année 1980 les ménages ont vu leur pouvoir d'achat érodé pour trois raisons : l'inflation, la ponction sur les revenus internes pour payer les importations pétrolières et l'alourdissement des prélèvements obligatoires.

TABLEAU 2

Taux de chômage

En % de la population active - C.V.S.

	1979				1980			Derniers mois connus
	I	II	III	IV	I	II	III	
Etats-Unis	5,7	5,7	5,8	5,9	6,1	7,5	7,6	octobre.....7,6
République Fédérale d'Allemagne	3,6	3,3	3,2	3,1	3,1	3,2	3,4	octobre.....3,6
Royaume-Uni	5,6	5,4	5,2	5,3	5,7	6,2	7,0	novembre.....8,4
Belgique		8,7	8,9	8,9	8,9	9,1	9,6	octobre.....9,9
Pays-Bas		4,1	4,2	4,1	4,1	4,4	4,9	octobre.....5,4
O.C.D.E.	7,6	7,8	7,9	7,5	7,8	7,5	7,5	trimestriel
Italie								
C.E.E.	7,5	7,5	7,4	7,6	7,6	7,9	7,8	octobre.....8,1
Japon	2,0	2,1	2,1	2,1	1,8	2,0	2,1	octobre.....2,2
France		6,0	6,1	6,3	6,3	6,3	6,4	octobre.....6,5

Freinage de la consommation

Dans l'ensemble le ralentissement a commencé par la consommation et l'investissement en logements, les autres emplois de la production se maintenant sur leurs tendances antérieures. Par rapport à ce schéma le Royaume-Uni paraît atypique. Dès 1979, en raison de la chute des achats de logements et du désengagement public, le taux d'investissement global est en baisse tandis que la consommation privée s'élève de 4 % par rapport à 1978. Au premier trimestre 1980, la consommation progresse encore soutenue par les anticipations inflationnistes ; elle se réduit au second (- 2,6 %) et les premières estimations indiquent une nouvelle baisse au troisième trimestre. Finalement la consommation privée des trois premiers trimestres de 1980 serait supérieure de 0,5 % à la moyenne de 1979.

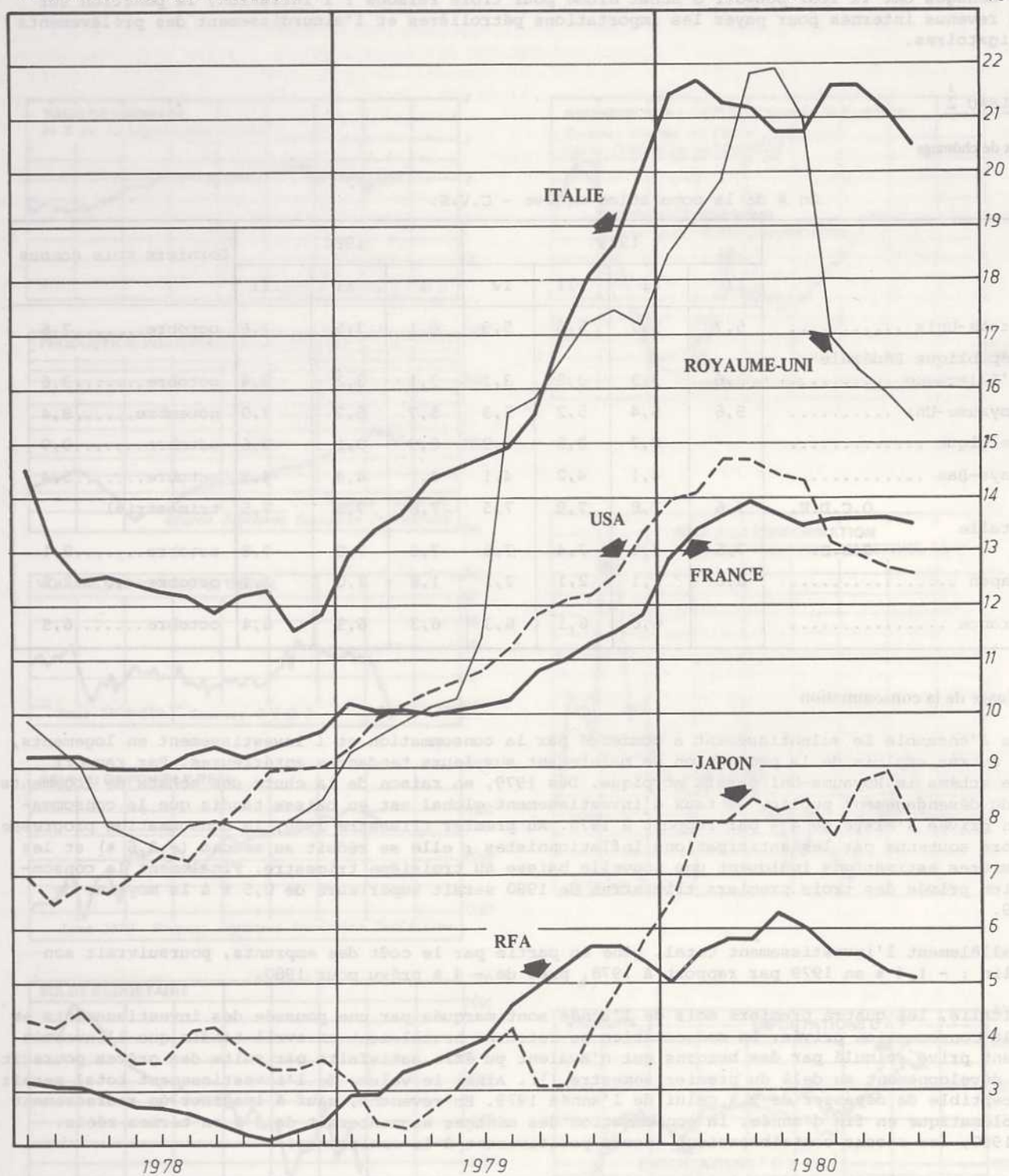
Parallèlement l'investissement total, gêné en partie par le coût des emprunts, poursuivrait son déclin : - 1,4 % en 1979 par rapport à 1978, près de - 4 % prévu pour 1980.

En Italie, les quatre premiers mois de l'année sont marqués par une poussée des investissements et de la consommation privée. La consommation se retourne brutalement en avril tandis que l'investissement privé stimulé par des besoins qui n'avaient pu être satisfaits par suite des grèves poursuit son développement au delà du premier semestre (1). Ainsi le volume de l'investissement total serait susceptible de dépasser de 9 % celui de l'année 1979. En revanche, sauf à imaginer un redressement problématique en fin d'année, la consommation des ménages augmenterait de 3 % en termes réels. En 1980, les stocks contribueraient encore positivement à la croissance.

Les Pays-Bas, le Japon, la Belgique et la R.F.A. suivent le schéma proposé. Le taux de croissance de la consommation allemande passerait de 3,2 % en 1979 à 1,5 % ou 2 % en 1980. Soutenus tout au long du premier semestre, les investissements totaux se maintiendraient assez bien et les prévisions portent sur un supplément de 5 % par rapport à 1979.

(1) Il a été souligné que, pour la première fois depuis sept ans, les chefs d'entreprises interrogés sur leurs investissements mettent leurs besoins en "élargissement" des capacités devant les besoins de rationalisation.

Variations sur 12 mois %



En raison de leur rigidité les dépenses publiques ne devraient pas enregistrer de variations sensibles par rapport à 1979 sauf au Royaume-Uni où l'objectif de réduction des dépenses publiques est activement poursuivi. Les exportations modulées par le fléchissement de la demande mondiale n'ont véritablement ralenti qu'au second semestre. Le freinage est intervenu plus tôt en Italie principalement en raison de la pression de la demande interne et au Royaume-Uni par suite d'une nette perte de compétitivité.

Prix, salaires, taux d'épargne

Dans les économies industrialisées le taux de croissance annuel moyen des prix à la consommation atteint 7,5 % environ de 1976 à la fin de 1978. Il passe à 13 % au premier semestre 1980 par rapport au précédent. Ainsi l'augmentation des prix approche le sommet de 1974 (14 %). Dans le même temps la disparité des taux d'inflation des pays de la Communauté s'est accentuée. Si on considère le taux de croissance des prix à la consommation de l'année 1979, par rapport à la moyenne communautaire (+ 9,9 %) le taux le plus élevé est de 4,9 points supérieur et le plus modéré de 5,8 points inférieur. En septembre 1980, la variation sur douze mois pour la C.E.E. est de 13,1 % et les écarts par rapport à cette moyenne sont de 8 points. En général à partir du second trimestre l'accélération de la hausse des prix s'est interrompue. Néanmoins, le ralentissement très sensible au Royaume-Uni et en R.F.A. est moins net ailleurs (graphique II). Parallèlement, l'évolution des salaires nominaux n'a pas connu une accélération aussi marquée ; il en avait été différemment en 1972-1974. Dans les industries manufacturières, les taux de salaires n'ont pas toujours été relevés dans des proportions comparables à la montée des prix. En variation, sur un an, c'est le cas des Etats-Unis, du Japon et des Pays-Bas. Avec le début du ralentissement de l'inflation la croissance du pouvoir d'achat des salaires s'est redressée au cours du troisième trimestre (tableau 3). De leur côté les prélèvements liés aux impôts directs ou aux cotisations sociales s'accroissent en 1980 à un rythme plus rapide que celui de l'ensemble des revenus (y compris transferts). D'après les prévisions de l'O.C.D.E., les écarts portent sur 2 à 3 points de croissance, sauf au Japon où la différence est plus importante. Hormis les relèvements explicites, le stabilisateur fiscal (1) a joué de façon restrictive sur le revenu disponible des ménages en raison du rythme de l'inflation.

TABLEAU 3

Évolution comparée des salaires dans les industries manufacturières*

Variations depuis	un an	6 mois	3 mois	Dernier mois connu
ETATS-UNIS				
Gains horaires bruts par ouvrier	8,5	4,8	2,7	septembre 1980
Pouvoir d'achat	- 3,6	- 0,2	1,0	
JAPON				
Gains mensuels (CVS)	7,3	7,9	4,2	août 1980
Pouvoir d'achat	- 1,1	4,1	3,8	
R.F.A.				
Taux horaires	6,4	5,2	4,4	avril 1980
Pouvoir d'achat	0,7	1,4	2,0	
ROYAUME-UNI				
Taux horaires	17,8	3,8	0,8	août 1980
Pouvoir d'achat	1,1	- 4,2	- 1,4	
PAYS-BAS				
Taux horaires	3,8	1,5	1,5	août 1980
Pouvoir d'achat	- 3,0	- 1,9	0,3	
BELGIQUE				
Taux horaires	8,7	4,5	2,0	septembre 1980
Pouvoir d'achat	1,8	1,7	- 0,1	
FRANCE				
Taux horaires	15,2	7,5	3,4	octobre 1980
Pouvoir d'achat	1,5	1,3	0,4	

* Les différences de sources et de concepts sont importantes : voir tableau p. 12.

(1) schématiquement en période d'accélération des prix la non révision des barèmes d'imposition (ou une révision insuffisante) équivaut, de fait pour les ménages à une augmentation de la pression fiscale.

LES TAUX DE SALAIRES BRUTS : DIFFERENCES DANS LES SOURCES ET LES CONCEPTS

	SOURCE	POPULATION CONCERNÉE	NOTION DE SALAIRE REVENU	AUTRES REMARQUES
ETATS-UNIS	Enquête mensuelle auprès d'un échantillon d'établissements dans les industries manufacturières	ouvriers y compris contremaîtres, apprentis, magasiniers, livreurs et personnel de nettoyage.	Salaire de base + heures supplémentaires + primes de travail en équipes + supplément en espèces versés régulièrement	
JAPON	Enquête auprès des établissements de 30 travailleurs réguliers au moins	Ouvriers et employés	Salaire de base + heures supplémentaires + allocations familiales + suppléments versés en espèces réguliers ou non	Il s'agit de salaires mensuels ; les primes versées en juin, juillet, août et décembre expliquent dans une large mesure les augmentations sur ces mois.
R.F.A.	Données tirées des conventions collectives	Il s'agit des ouvriers de plus de 21 ans. La notion d'ouvriers est celle des Etats-Unis - apprentis exclus	Taux de salaire brut des conventions collectives + une prime d'investissement d'un montant fixe. Sont exclus tous les autres suppléments réguliers ou non.	
ROYAUME-UNI	Données tirées principalement des conventions collectives	Définition comparable à celle des Etats-Unis	Salaire minimum pour une semaine de travail à temps plein - heures supplémentaires exclues.	Si précisé dans les conventions collectives le salaire peut comprendre un supplément de salaire à caractère collectif.
PAYS-BAS	Données tirées principalement des conventions collectives	Ouvriers et employés de plus de 21 ans	Salaire minimum garanti des travailleurs adultes occupant un emploi permanent à temps plein pour une heure de travail normal. Si stipulé dans l'accord, le salaire peut comprendre un certain nombre de primes. Heures supplémentaires exclues.	
BELGIQUE	Données tirées des conventions collectives	Ouvriers adultes de plus de 21 ans y compris apprentis et travailleurs à domicile	Taux de salaire minimum de base. Tous les suppléments sont exclus	Les chiffres trimestriels se réfèrent au troisième mois du trimestre.
ITALIE	Données tirées des conventions collectives	Ouvriers adultes de plus de 20 ans, non compris contremaîtres, apprentis, travailleurs à domicile	Salaire minimum garanti pour une année de travail normal. Plus éventuellement - indemnité vie chère - augmentation pour ancienneté - prime de productivité - mensualité supplémentaire	
FRANCE	Enquête auprès des établissements manufacturiers de 10 salariés et plus	Ouvriers de plus de 18 ans payés au temps. y compris apprentis, magasiniers, livreurs et personnels de nettoyage (exclus les contremaîtres)	Taux de salaire horaire de base + primes à caractère collectif directement liées aux salaires de base. Exclues les heures supplémentaires.	

Tableau élaboré à partir de "PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES" - Sources et méthodes - Emploi, durée du travail et salaires - OCDE N° 29 - mai 1978.

Dans ces conditions les ménages ont, dans certains cas, cherché à compenser en réduisant leur taux d'épargne. Il est clair qu'ils ne pourront guère le diminuer davantage si l'on tient compte de la progression du chômage. D'ores et déjà les taux se sont relevés entre le premier et le second trimestre de 1980 (Tableau 1).

Finalement comme aux Etats-Unis, les pays européens tablent sur la décélération de l'inflation pour améliorer progressivement les revenus réels ; la reprise dépendant de leur reconstitution. En effet les politiques monétaires qui devraient jouer un rôle central s'orientent dans un sens restrictif lequel risque d'être accentué par des incohérences qu'elles entraînent au niveau international.

Le rôle des politiques monétaires

En réaction à la récession de 1973-1974 des mesures de stimulation de la demande avaient été mises en place. Depuis le second choc pétrolier, les politiques économiques affichent comme objectif prioritaire la maîtrise de l'inflation. Pour y parvenir, une stratégie monétaire a été retenue, parfois exclusivement. De leur côté les aides budgétaires devraient faciliter à moyen terme la réforme des structures industrielles.

Au Japon, deux priorités ont marqué la politique économique du premier semestre : peser sur l'inflation et réduire le déficit public. Ceci s'est traduit par un renforcement de la pression fiscale directe et par une diminution du volume des investissements du secteur public au premier trimestre (- 7,6 %) et au second (- 4,8 %). Parallèlement la politique monétaire est demeurée restrictive : le taux d'escompte a atteint 9 % et la croissance des crédits accordés a été freinée. Pour le futur proche, l'amélioration du solde commercial (CAF-FOB) - excédentaire en octobre après trois trimestres déficitaires (tableau 4) - comme le ralentissement très net des prix de gros permettrait d'envisager un assouplissement si ce n'était la situation particulière du yen. En effet la monnaie japonaise à l'instar du D. Mark commence à servir de monnaie de réserve pour les pays de l'OPEP et l'U.R.S.S.. Dans ces conditions, les pouvoirs publics conservent une attitude prudente. Le taux d'escompte au mois d'août est passé de 9 % à 8,25 % et a été ramené à 7,25 au début du mois de novembre. Le 6 décembre, les Etats-Unis ont porté leur taux d'escompte à 13 %. Pour l'instant aucune nouvelle baisse n'est envisagée. Le plan du 5 septembre prévoit d'accélérer les commandes publiques au quatrième trimestre et de desserrer modérément le crédit. Pour le début de 1981 les perspectives restent restrictives car le déficit public demeure, l'inflation est jugée insuffisamment maîtrisée et le commerce extérieur pourrait à nouveau se détériorer.

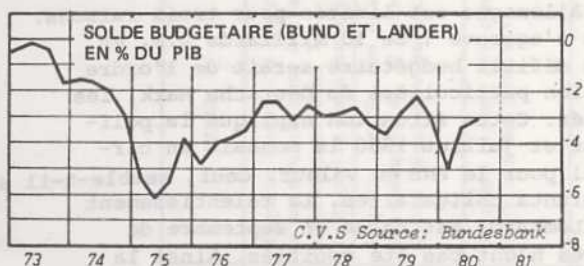
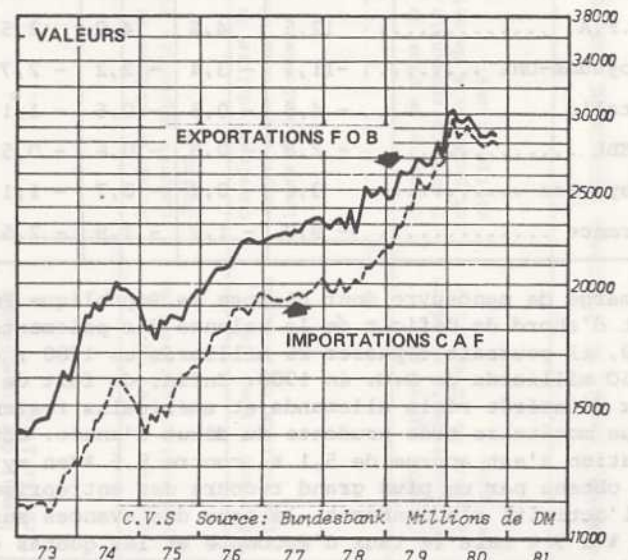
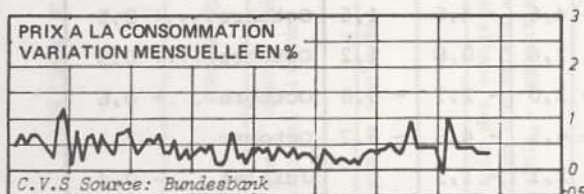
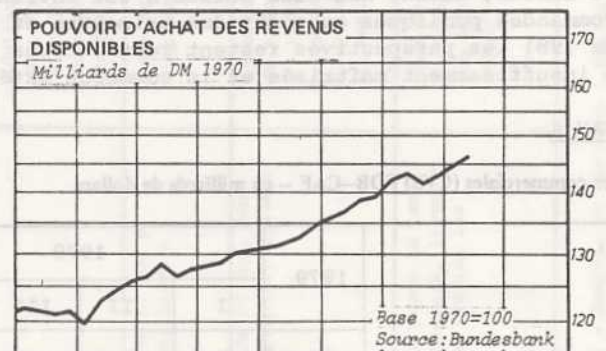
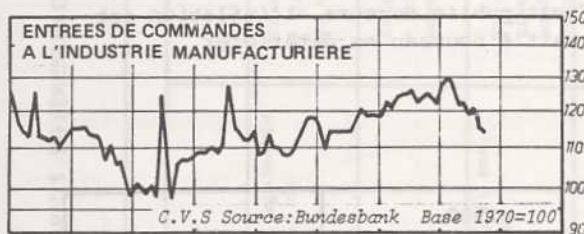
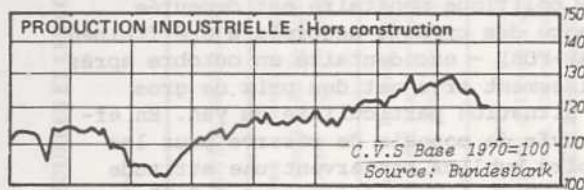
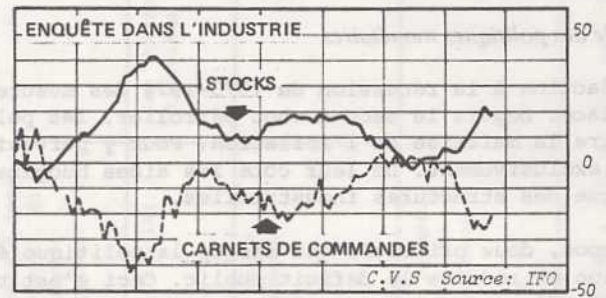
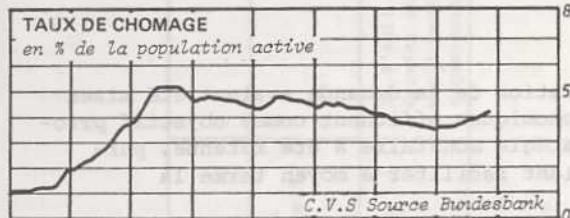
TABLEAU 4

Balances commerciales (CVS) FOB-CAF - en milliards de dollars

	1979	1979				1980			Dernier mois connu
		I	II	III	IV	I	II	III	
Etats-Unis	-37,3	- 8,2	- 9,3	- 9,5	-10,3	-13,4	- 8,1	- 4,6	Octobre... - 1,9
Japon	- 7,7	1,1	- 0,6	- 3,3	- 4,9	- 4,6	- 4,6	- 1,6	Octobre....+ 0,5
R.F.A.	12,5	4,6	4,0	2,5	1,4	1,6	0,8	1,2	Octobre....+ 0,9
Royaume-Uni	-11,1	- 3,4	- 2,2	- 2,7	- 2,8	- 3,0	- 2,7	- 0,8	Octobre....+ 0,6
Italie	- 4,8	- 0,3	- 0,6	- 1,1	- 2,8	- 4,5	- 4,8	- 8,7	Octobre....- 2,7
UEBL	- 2,8	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 1,2	- 2,1	- 1,3		Juillet....- 0,4
Pays-Bas	- 3,6	- 0,2	- 0,7	- 1,1	- 1,6	- 0,8	- 1,2	- 1,2	Septembre...- 0,3
France	- 9,0	- 1,7	- 1,9	- 2,5	- 2,9	- 5,7	- 6,2	- 6,5	Octobre....- 1,4

La marge de manoeuvre dont dispose la République Fédérale d'Allemagne est limitée pour trois raisons. Tout d'abord de déficit de la balance des paiements courants s'aggrave : de 10 milliards D.M. en 1979, il pourrait dépasser 25 milliards en 1980 ; ensuite le déficit budgétaire serait de l'ordre de 50 milliards de D.M. en 1980. Enfin, du fait de la situation particulière du Deutsche Mark, les taux d'intérêt réels allemands et américains restent très liés. Cette situation explique la politique monétaire très prudente du début d'année. Entre janvier et juillet 1980 la monnaie en circulation s'est accrue de 5,1 % contre 8,5 % en rythme annuel pour le PNB en valeur. Ceci, semble-t-il a été obtenu par un plus grand recours des entreprises aux emprunts obligataires. Le ralentissement de l'activité s'accroissant, le taux des avances sur titres (Lombard) est passé en septembre de 9,5 % à 9 % mais le taux d'escompte et les quotas des réserves n'ont pas été modifiés. Ainsi la Bundesbank souhaiterait accorder quelques liquidités aux banques commerciales mais pas davantage. Pour l'avenir le Gouvernement ne s'est pas imposé de réduire le déficit. S'il est reconnu que les dépenses ne peuvent continuer au rythme passé le moyen de les infléchir n'est pas explicité. En effet pour l'instant il a surtout été décidé de réformer l'impôt sur les personnes physiques dans le sens d'un allègement. De fait il faut s'attendre à une politique monétaire restrictive mais à court terme le déficit budgétaire pourrait encore se creuser légèrement.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE



En Italie le rythme atteint par l'inflation et les causes structurelles des difficultés de la balance des paiements conduisent à mener une politique budgétaire centrée sur l'amélioration des conditions de l'offre et une politique monétaire assez restrictive. La Lire cependant se situe au plancher du SME. Au premier semestre aucune mesure fiscale spécifique n'a été prise pour peser sur l'inflation. Mais en juillet le Gouvernement a proposé sans succès de "budgétiser" une partie des cotisations patronales à la sécurité sociale. Les financements devaient être trouvés à l'aide d'une augmentation de certains impôts indirects. La Banque d'Italie a alors décidé de renforcer les restrictions monétaires et relevé le taux d'escompte de 15 à 16,5 %. Pour l'année 1981, on s'attend à ce que les mesures fiscales proposées soient votées. Par ailleurs le stabilisateur fiscal continuerait à peser sur le revenu réel disponible, tandis que la politique monétaire demeurerait contraignante face à une inflation mal maîtrisée.

La politique économique anglaise est entièrement dominée par le souci de réduire l'inflation à l'aide d'une stratégie monétaire de moyen terme. Les agrégats monétaires devront tendre vers un rythme annuel compris entre 7 % et 11 %. D'autre part, les taux d'intérêt resteront élevés en dépit de la bonne tenue de la Livre et de l'excédent de la balance commerciale. Enfin le Gouvernement souhaite ramener les "besoins d'emprunts du secteur public" à 3 % du PIB. Toutefois au premier semestre de l'année financière 1980/81, ces besoins totalisent 7,98 milliards de Livres avoisinant l'objectif fixé pour l'année (8,5 milliards de Livres). De juin 1979 à juin 1980, la politique monétaire a été stricte en ce sens que la croissance de la masse monétaire a été inférieure au rythme d'inflation. Quant aux investissements publics ils ont diminué sans interruption depuis le troisième trimestre 1979. Depuis juin 1980 l'accroissement de la masse monétaire a largement dépassé les limites fixées par les Pouvoirs Publics et les taux d'intérêt à court terme ont légèrement baissé. Toutefois, les objectifs ont été récemment réaffirmés et il faut s'attendre pour la fin de l'année et pour 1981 à des mesures restrictives. Ceci paraît d'autant plus probable que la politique salariale n'a pas été contrainte dans les proportions souhaitées par le Gouvernement.

Les premiers mois de 1981 : nouveau ralentissement

D'une façon générale plusieurs facteurs risquent de peser négativement sur les économies industrialisées au début de 1981. Tout d'abord l'acquis de fin d'année sera plus mauvais qu'on ne s'y attendait généralement. Ainsi la Communauté européenne enregistrerait une diminution de son produit intérieur brut de 1,5 % au second semestre de 1980 (en rythme annuel). Ensuite, les politiques monétaires s'orienteraient dans un sens plus restrictif. La progression du chômage déprimerait la consommation des ménages. Enfin, les échanges entre pays industrialisés seraient encore faibles.

En revanche, la situation est moins homogène concernant la résorption de l'inflation et les politiques budgétaires. Le Japon et la R.F.A. escomptent une poursuite de la décélération de l'inflation. Il en résultera un relèvement du pouvoir d'achat des ménages et des performances convenables à l'exportation. Une croissance très modérée serait perceptible au cours du premier semestre. En moyenne l'année 1981 enregistrerait pour le Japon une croissance autour de 3 % et pour la R.F.A. autour de 0,5 %. Le Royaume-Uni observerait aussi un net ralentissement de sa montée des prix mais compte tenu du niveau de départ, l'impact sur l'extérieur resterait modeste. En outre la réduction des dépenses publiques activement poursuivie pèsera sur la demande. Dans ces conditions l'évolution de la production du premier semestre serait encore négative ; elle se relèverait progressivement par la suite. La situation italienne est plus ambiguë. La maîtrise de l'inflation n'est pas acquise ce qui défavorisera la consommation privée. Mais les efforts budgétaires destinés à réduire les coûts ainsi qu'une légère dépréciation de la Lire favoriseront la relance des exportations. Finalement les premiers mois de 1981 prépareront les conditions de la reprise du second semestre. Pour l'année le taux de croissance du PNB se situerait aux environs de 0.

TABLEAU 5

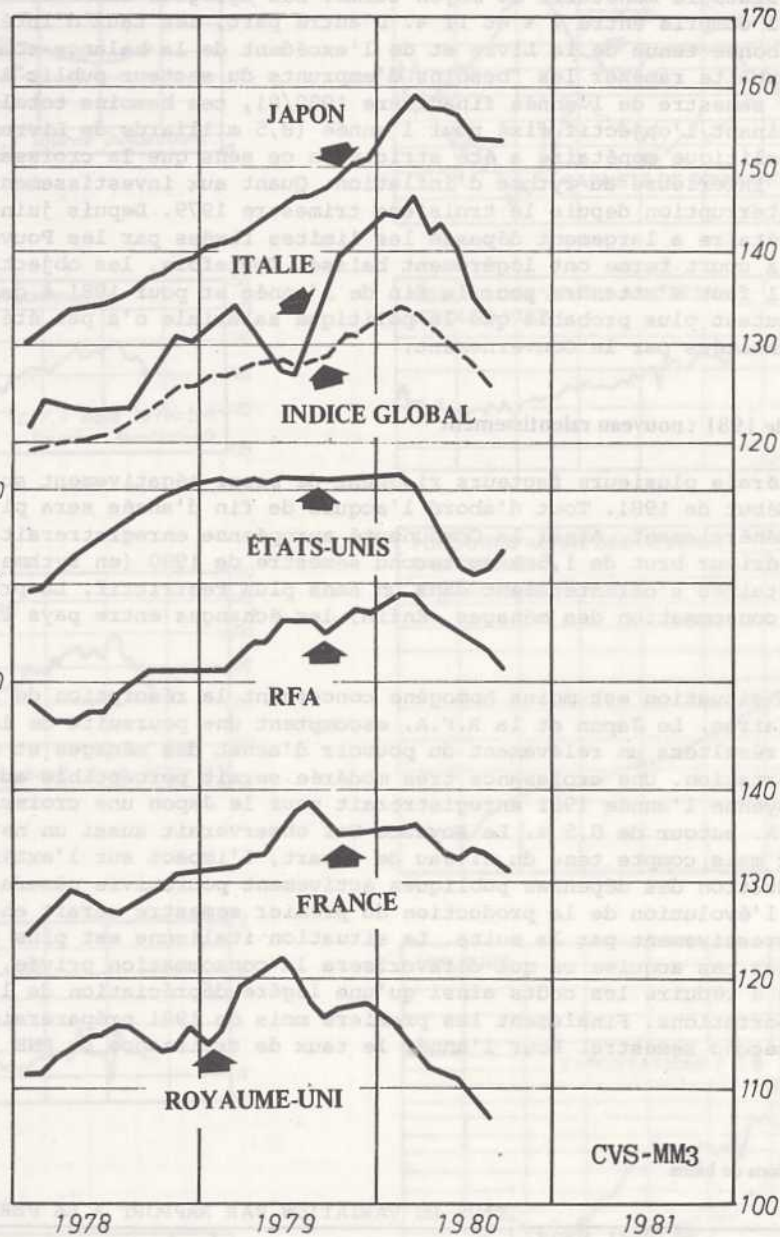
Volume des importations de biens

TAUX DE VARIATION PAR RAPPORT A LA PERIODE PRECEDENTE - % -											
	Part dans les marches de la France (1)	1980				1981				1980/1979	1981/1980
		I	II	III	IV	I	II	III	IV		
Pays industriels	74,5	+3,2	-3,0	-0,5	-0,5	-0,2	+0,4	+1,8	+1,8	+ 2,4	0,1
Pays de l'Est	3,7	+1,4	+1,5	+1,5	+1,5	+1,0	+1,0	+1,0	+1,0	+ 4,3	+ 4,9
O.P.E.P.	5,1	+4,6	+3,5	+4,3	+5,0	+5,0	+5,0	+4,0	+4,0	+ 21,6	+ 19,8
Pays en voie de déve- loppement non pétroliers	16,7	0	+3,9	-1,9	0	+1,0	+1,5	+1,5	+1,5	+ 3,3	+ 4,2
Demande mondiale sus- ceptible de s'adres- ser à la France	100,0	+2,7	-2,4	-0,4	-0,1	+0,3	+0,8	+1,7	+1,6	+ 3,7	+ 1,6

(1) Pondération retenue dans le modèle METRIC (1970).

PRODUCTION INDUSTRIELLE (hors bâtiment)

(Indices mensuels)



CVS-MM3

	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970
Indice de production industrielle (hors bâtiment)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Japon	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7	158,7
Italie	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7
Indice Global	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7
États-Unis	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7	138,7
RFA	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7
France	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7	128,7
Royaume-Uni	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7	118,7

Demande mondiale ralentie

L'évolution du commerce mondial depuis 1979 a été caractérisée par de fortes variations des prix et des termes de l'échange accompagnée d'une expansion soutenue en volume jusqu'au premier trimestre 1980. Essentiellement stimulé par les importations des pays industrialisés, le volume des échanges s'est accru de 6,1 % en 1979 contre 5,5 % en 1978. En raison des majorations pétrolières et plus généralement de l'accélération de l'inflation, les prix des exportations calculés en monnaies nationales se sont accrus de 45 % pour les pays exportateurs de pétrole, de 11 % pour les pays industrialisés, de 19 % et de 20 % respectivement pour les pays en développement non pétroliers et pour les pays de l'Est. Reflets des différences de rythmes d'inflation interne par pays ou zone, les disparités entre l'évolution des prix à l'exportation sont importantes : pour une moyenne de 11 % dans les pays industrialisés on trouve à une extrémité la R.F.A. et la Suisse avec respectivement 3,1 et 2,2 et à l'autre 20,2 % et 17,9 % pour le Canada et les Etats-Unis. Dans ces conditions les pays industrialisés ont vu leurs termes de l'échange se détériorer à l'exception des pays relativement moins dépendants du point de vue énergétique (Canada, Royaume-Uni et Norvège).

Depuis le second trimestre 1980 les échanges se sont nettement ralentis. A l'heure actuelle, on estime que le commerce mondial s'accroîtrait de 3,2 % en 1980. Ce tassement recouvre des situations contrastées : accélération des importations des pays de l'OPEP (+ 20 % en 1980 contre - 7,5 en 1979) ralentissement pour les pays à économie centralisée et les pays en développement non pétroliers, cassure pour les pays industrialisés (de 8 % en 1979 à moins de 1 % en 1980). Pour leur part en 1980 les valeurs unitaires du commerce mondial s'accroîtraient de 20 %, celles des exportations de l'OPEP de 65 % et celles des pays industrialisés de 12 %. Ces derniers sauf exception (Royaume-Uni) verraient leurs termes de l'échange se détériorer par rapport à 1979.

Déprimées à la fin de 1980, les importations des pays industrialisés reprendraient très lentement au cours de 1981 et, en moyenne annuelle, leur progression serait voisine de 0. De fait, la demande mondiale ne trouvera de dynamisme que du côté des achats des pays de l'OPEP qui pourraient accroître le volume de leurs importations de plus de 20 % en 1981. En 1981 le ralentissement des valeurs unitaires à l'exportation serait générale. Pour les pays de l'OPEP l'hypothèse retenue est de + 15 % et pour les pays industrialisés de + 9 %.

A l'exception de la R.F.A. les grands pays industrialisés présentent des balances commerciales (CAF-FOB) déficitaires pour les trois premiers trimestres de 1980. Toutefois en raison du tassement des importations les déficits se réduisent (Tableau 4). Pour le premier semestre 1981, l'amélioration se poursuivrait très modérément car la quasi stagnation des importations en volume voire la baisse dans certains cas s'accompagnerait d'une faible croissance des exportations. Le Japon retrouverait l'équilibre et la R.F.A. maintiendrait un léger excédent. En outre on prévoit qu'en 1980 la balance des paiements courants (transferts officiels inclus) des sept grands pays industrialisés atteindrait un déficit de 55 Milliards de \$, celle des pays en développement non pétroliers 70 Milliards de \$. En revanche les pays pétroliers enregistraient un excédent compris entre 90 et 100 Milliards de \$.

Hypothèse sur le recyclage des excédents de l'OPEP.

Entre avril 1979 et juin 1980 les prix du pétrole ont doublé. Le supplément en valeur absolue par baril est d'environ 15 Dollars ; il était de 9 Dollars lors du premier choc pétrolier. D'une balance courante au voisinage de 0 en 1978 l'excédent courant des pays pétroliers atteindrait 70 Milliards de \$ en 1979. En 1980 il se situerait entre 90 et 100 Milliards de Dollars (1). Comme en 1974 l'interrogation porte sur la part de ces revenus qui servira à importer des biens. A partir des observations de 1974-1975, l'hypothèse généralement retenue est que 35 % de ces revenus seraient dépensés sous forme d'achats de biens la première année (25 %, 20 %, 10 % et 10 % les années suivantes). C'est ce qui a été adopté ici. Sur la base d'un flux d'importations de biens de 105 Milliards de \$ en 1979, on approcherait 130 Milliards de Dollars en 1980 et 155 en 1981. Ceci correspond à un accroissement en volume de 21 % en moyenne pour les deux années.

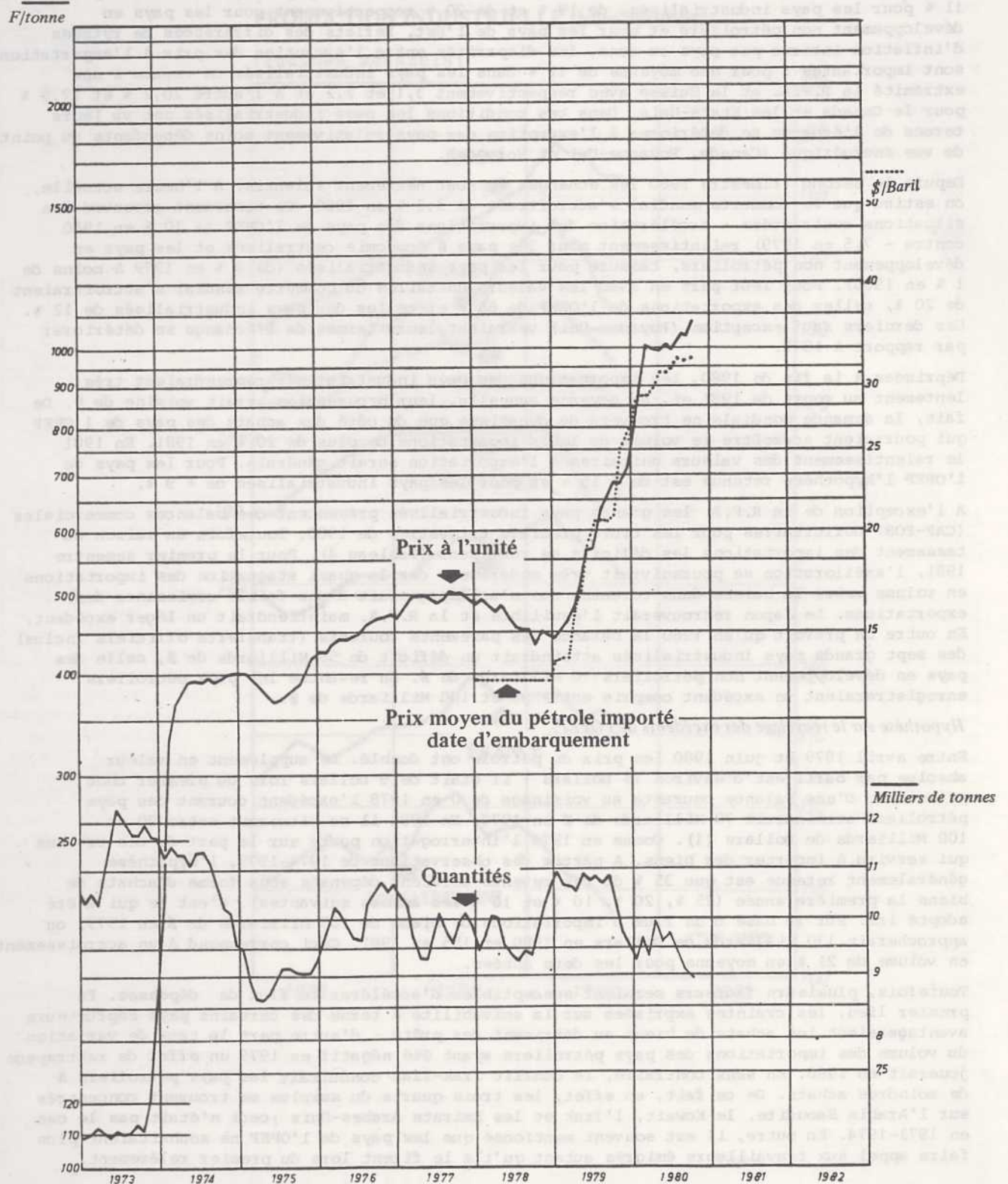
Toutefois, plusieurs facteurs seraient susceptibles d'accélérer le flux de dépenses. En premier lieu, les craintes exprimées sur la solvabilité à terme des certains pays emprunteurs avantageraient les achats de biens au détriment des prêts ; d'autre part le taux de variation du volume des importations des pays pétroliers ayant été négatif en 1979 un effet de rattrapage jouerait en 1980. En sens contraire, le conflit Irak-Iran conduirait les pays pétroliers à de moindres achats. De ce fait, en effet, les trois quarts du surplus se trouvent concentrés sur l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak et les Emirats Arabes-Unis ; ceci n'était pas le cas en 1973-1974. En outre, il est souvent mentionné que les pays de l'OPEP ne souhaitent plus faire appel aux travailleurs émigrés autant qu'ils le firent lors du premier relèvement.

(1) 5,1 % en 1979, 2,2 % en 1980.

(2) Les importations pour besoins français en 1981 s'élèveraient contre en 1980 à quelque 100 milliards de francs (117 en 1979).

(1) Les prévisions du FMI portaient sur 115 Milliards de Dollars en avril 1980, mais le conflit entre l'Irak et l'Iran a conduit à les réviser en baisse.

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PÉTROLE BRUT



II - LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE

L'approvisionnement énergétique

En forte augmentation depuis le début 1979, le déficit énergétique s'est stabilisé au cours des deuxième et troisième trimestres 1980. Sur cette période, il atteint en moyenne 11,2 milliards de francs par mois contre 8 milliards au quatrième trimestre 1979 et 5,4 milliards en 1978.

Cette stabilisation résulte pour l'essentiel d'un plafonnement des importations de pétrole brut à hauteur de 9,4 milliards de francs par mois. Depuis mars, le prix du pétrole brut augmente faiblement (+ 3 % de mars à septembre), tandis que le volume importé oscille autour de 9,3 millions de tonnes par mois.

Dans les prochains mois, l'évolution des prix et des quantités de pétrole importé dépendra de la façon dont l'offre des pays producteurs comblera le déficit que crée au niveau mondial l'arrêt de la production pétrolière de l'Irak après celle de l'Iran.

A la veille du conflit irako-iranien, on estimait en effet que l'offre de pétrole brut excédait la demande de 2,7 millions de barils/jour. Pour palier partiellement la réduction de l'offre qu'impliquait l'arrêt des exportations irakiennes (1), l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats et Qatar, ont augmenté leur production à partir du 4ème trimestre 1980.

Au 4ème trimestre 1980 la production de l'OPEP reste cependant en retrait de 4 millions de barils/jour par rapport à celle du 3ème trimestre. D'autre part la demande occidentale de pétrole, saisonnièrement haute en hiver, dépasse au 4ème trimestre 1980 celle du troisième de 4 millions de barils/jour créant un déficit de l'ordre de 5,3 millions de barils/jour (2).

Certes ces chiffres sont imprécis et donc à prendre avec réserve, mais ils attestent l'existence d'un déséquilibre mondial entre l'offre et la demande de pétrole brut, déséquilibre que le niveau important des stocks des pays importateurs (110 jours de consommation) ne peut atténuer que temporairement. L'Europe des neufs a pris récemment une décision en ce sens, sous réserve que les autres grands importateurs s'y associent : elle devrait permettre de gagner le temps nécessaire à ce que soient réalisées les conditions politiques ou commerciales d'une résorption du déséquilibre.

La France s'approvisionnait pour 25 % auprès de l'Irak ; divers accords conclus en particulier avec l'Arabie Saoudite, Abu Dhabi et le Venezuela ont abouti à combler en grande partie le déficit d'approvisionnement suscité par l'arrêt des exportations irakiennes. La France devrait donc pouvoir trouver au cours de chacun des prochains mois l'essentiel des 8,5 millions de tonnes de brut dont elle aura besoin (3).

Cet effort de contribution des pays de l'OPEP à l'équilibre du marché s'accompagne de conditions plus coûteuses pour les clients concernés. Ainsi au prix officiels actuels, compte tenu des primes pour supplément de livraison, le prix moyen FOB départ du pétrole importé par la France est évalué à 32,7 \$/baril (au lieu de 32,0) (4).

Prix du pétrole importé par la France

Prix pétrole	1979					1980	1981	
		1	2	3	4 ^P		1 ^P	2 ^P
FØB départ en \$/baril	18.9	28,8	30.3	32.0	32.7	31.0	33.9	35.2
CAF arrivée en F/tonne	581	933	995	1030	1100	1015	1150	1190
\$/F	4.25	4.15	4.21	4.12	4.35	4.20	4.35	4.35

p : prévisions

(1) l'arrêt des exportations irakiennes prive le marché d'environ 3,5 millions de barils/jour sur environ 25 millions de barils/jour exportés par l'OPEP.

(2) $5,3 = 4 + 4 - 2,7$.

(3) Les importations pour besoins français en 1981 s'élèveraient comme en 1980 à quelques 100 millions de tonnes (117 en 1979).

(4) La hausse de prix résultant de l'arrêt de la production irakienne peut paraître faible ; mais rappelons que le pétrole irakien était plus cher que celui des suppléants.

II - LES ECHANGES EXTERIEURS DE LA FRANCE

De 1979 à 1980, le prix du pétrole aura augmenté en moyenne de 75 %, les quantités auront baissé de 9 % ; la facture pétrolière sera proche de 115 milliards de francs (contre 73 en 1979). La facture énergétique nette des réexportations, gonflée par l'augmentation substantielle des prix du gaz, atteindra 135 milliards de francs (contre 84 en 1979).

Pour le début de 1981 on a fait l'hypothèse que les prix du pétrole croitraient au rythme de 15 % l'an, légèrement supérieur à celui qui assurerait le maintien du pouvoir d'achat du pétrole.

Les cours des autres matières premières

L'évolution des cours mondiaux des matières premières est globalement favorable pour la France : modération des prix des produits importés et appréciation des matières premières agricoles exportées.

Les causes de la modération des prix des produits importés sont différentes selon qu'il s'agit de matières premières industrielles ou de produits alimentaires importés.

Le déterminant majeur de l'évolution des cours des produits industriels importés reste la demande industrielle. Les cours de ces produits (hors argent dont l'évolution est hautement spéculative) sont globalement stabilisés depuis trois mois et connaissent même un certain affaiblissement depuis la fin de septembre : ils se situent à 4 % au-dessus de leur niveau moyen de 1979 après avoir culminé à la mi-février à plus de 22 % au-dessus de ce niveau moyen.

La légère reprise observée sur les niveaux de juin est due surtout à une hausse de l'ordre de 20 % des cours du coton (lié à la sécheresse aux USA) et de la laine (+ 15 % sur 1979).

On s'attend à un nouveau tassement des cours jusqu'à la fin de 1980 suivi d'une modeste progression durant le premier semestre 1981 en raison de l'anticipation d'une certaine reprise de la demande industrielle et du retournement à la baisse des taux d'intérêt aux USA. Le tassement attendu concernerait les matières premières minérales (sauf les phosphates) et surtout les non-ferreux. Les marchés des matières premières industrielles végétales ou animales paraissent moins vulnérables. En particulier ceux du coton et de la laine doivent faire face à une contraction de l'offre et à une demande relancée (notamment pour la laine) par le renchérissement des fibres synthétiques. Celui du caoutchouc, dont l'offre deviendrait légèrement déficitaire, se trouve de plus protégé par l'entrée en vigueur (fin octobre) de l'Accord International.

Les cours des matières premières alimentaires sont beaucoup plus sensibles à l'offre.

Le marché des produits tropicaux (café, cacao) est dans une situation largement excédentaire ; mais la mise en application des clauses économiques (contingentement des exportations) de l'accord international décidées le 3 octobre devrait permettre une relative stabilisation des cours (30 à 35 % au-dessous de leur niveau de mai).

La brusque contraction de l'offre due à la sécheresse qui a affecté courant juillet les plantations américaines de sojas a enrayé le déclin des cours (- 20 % de mi-1979 à mi-1980) et rétabli une tendance fortement haussière (+ 74 % sur les tourteaux, + 50 % sur les graines). Compte tenu de l'importance des stocks d'ouverture, l'offre s'avère suffisante, ce qui devrait conduire à un effritement des cours.

Les cours des matières premières alimentaires exportées seront soutenus, tant pour les céréales que pour le sucre, par un excédent de la demande sur l'offre.

La remontée des cours du blé et du maïs atteint 30 % depuis juin. A la fin octobre, le prix d'intervention communautaire du blé est très proche du cours mondial. A cette même date les cours du sucre ont encore gagné 30 % sur leur niveau moyen du troisième trimestre, se situant actuellement 70 % au-dessus du prix d'intervention communautaire.

Les échanges agro-alimentaires

L'amélioration du solde des échanges agro-alimentaires se poursuit depuis la fin 1979. Sur les neuf premiers mois de 1980, l'excédent atteint 8,1 milliards de F. contre 3,2 en 1979 et - 1,8 en 1978. Ce mouvement résulte d'une amélioration à la fois du taux de couverture en volume et des termes de l'échange.

La progression du taux de couverture en volume est sensible dans le domaine des produits agricoles, grâce notamment à un fort développement des ventes de céréales et à un léger recul des achats de produits végétaux et de café, cacao, conséquence du stockage opéré en 1979 pour ces deux produits.

Les gains sur les termes de l'échange sont concentrés dans le secteur des industries agro-alimentaires, en raison de la forte progression du prix du sucre exporté.

Sur l'ensemble de l'année, l'excédent agro-alimentaire pourrait atteindre 11 milliards de F. Au cours du premier semestre 1981, le solde devrait se maintenir à un niveau élevé, proche de celui de la fin 1980 (environ 1,5 milliard de francs par mois), en raison des bonnes perspectives d'exportations de produits céréaliers, et du maintien d'un bas niveau des prix du café, cacao et d'un haut niveau du prix du sucre.

Les échanges de produits industriels

Depuis plus de six mois, la demande intérieure et la demande mondiale ont enregistré des baisses d'ampleur comparable. L'évolution du solde commercial français dépendait alors essentiellement des élasticités de nos achats et de nos ventes à ces évolutions.

En 1974, dans une situation certes à bien des égards différentes⁽¹⁾, la chute de la demande sous l'effet du premier choc pétrolier, avait permis de rétablir très rapidement l'équilibre de la balance commerciale française. La baisse du franc avait amélioré la compétitivité tant sur le marché français que sur les marchés extérieurs : de substantiels gains de parts de marchés (en particulier sur les pays de l'OCDE) permettaient d'éviter la baisse de nos ventes ; le taux de pénétration des produits étrangers avait fléchi sensiblement pour tous les produits, ceci entraînant une baisse importante et immédiate de nos importations (cf. graphiques 1.2.).

Au troisième trimestre 1980 nos ventes fléchissent et nos importations n'ont pas, au moins jusqu'à présent enregistré de chute importante, de sorte que malgré la stabilisation du coût de notre approvisionnement énergétique à son niveau du printemps 1980 et malgré la très bonne orientation de nos échanges agro-alimentaires, le commerce extérieur de la France se solde encore par un déficit mensuel moyen de 5,3 milliards de francs, pratiquement identique à celui que l'on connaissait six mois auparavant.

Les exportations industrielles

Nos ventes de produits industriels ont plafonné à un haut niveau au cours du deuxième semestre 1979. Depuis elles fléchissent et se trouvent, à la fin de l'été, environ 4% en retrait du niveau de la fin 1979. La baisse de nos ventes vers les pays de l'OCDE (3,7%) explique l'essentiel de cette évolution, nos exportations vers les autres pays du monde étant stabilisées depuis le début de l'année à un niveau inférieur de 2% au niveau très élevé de la fin 1979.

Évolution en % par rapport au trimestre précédent du volume des exportations françaises et de la demande mondiale.

	1979				1980		
	1	2	3	4	1	2	3
exportations	+2.0	+2.3	+6.1	+0.9	-0.9	-2.4	-0.9
demande mondiale	-0.5	+3.3	+1.4	+1.1	+2.7	-1.4	-0.4

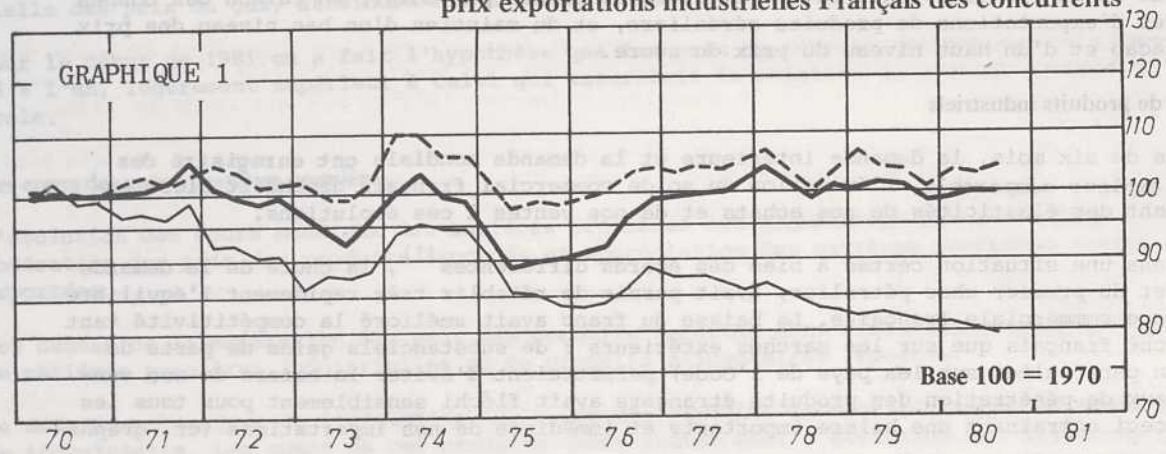
Les pertes de parts de marchés de la France dans le monde depuis la fin de l'année 1979 sont de 6% ; cette baisse annule en partie les gains accumulés au cours de l'année 1979. Une large part de cette évolution est due au profil spécifique des ventes de gros contrats qui, après avoir connu une vive croissance en 1979, se sont ralenties sensiblement en 1980. La part des exportations françaises dans la demande mondiale au troisième trimestre 1980 retrouve le niveau qui était le sien avant ce mouvement en dent de scie, de sorte que la France semble avoir jusqu'alors préservé sa place dans le commerce international (cf. graphique 2).

Évolution en % par rapport au trimestre précédent des parts de marchés de la France et de la compétitivité sur les marchés extérieurs

	1979				1980		
	1	2	3	4	1	2	3
parts de marchés sur le monde	+2.5	-0.9	+4.7	-0.1	-3.6	-1.4	-0.8
sur l'OCDE	+2.9	-1.6	+2.6	+1.4	-3.5	-0.5	-2.4
sur le hors OCDE	+2.1	+1.3	+10.0	-4.1	-3.3	-3.1	+2.7
compétitivité	+0.1	+1.0	0	-2.9	+2.0	-0.3	+1.1

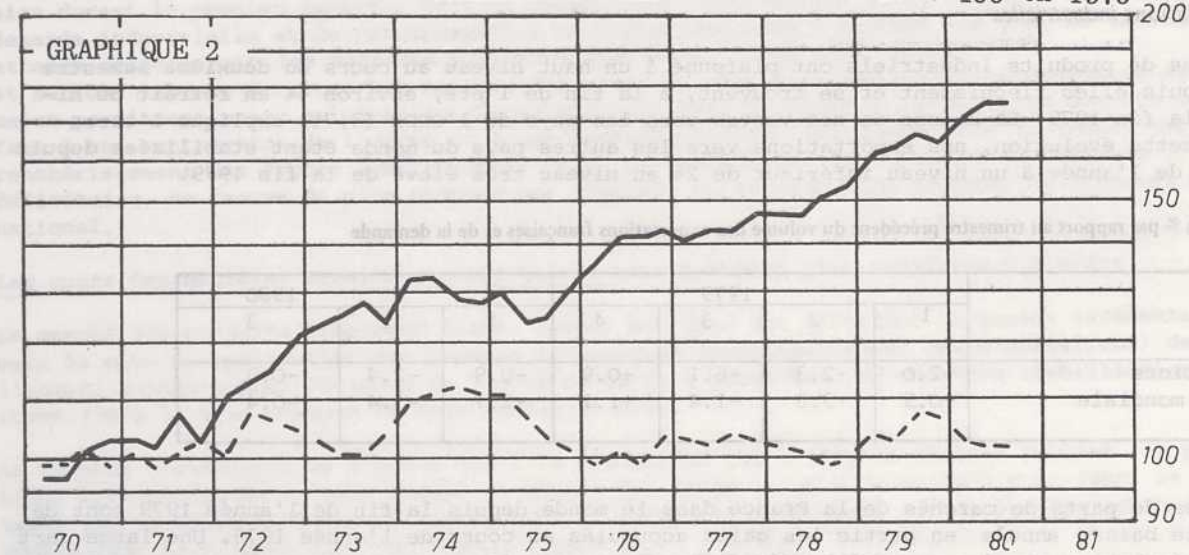
(1) La différence de position du franc par rapport aux autres monnaies en 1974 et en 1980 est importante pour le rétablissement de la balance commerciale. En 1974, le franc sortait d'une période de baisse qui n'était d'ailleurs que la conséquence de la remontée du dollar ; en 1980, le franc est stable depuis près de deux ans (cf. taux de change du franc sur graphique 1).

- Compétitivité intérieure : prix importations industrielles / prix production industrielle
- Taux de change du Franc
- Compétitivité extérieure : prix exportations industrielles / prix exportations industrielles Français des concurrents

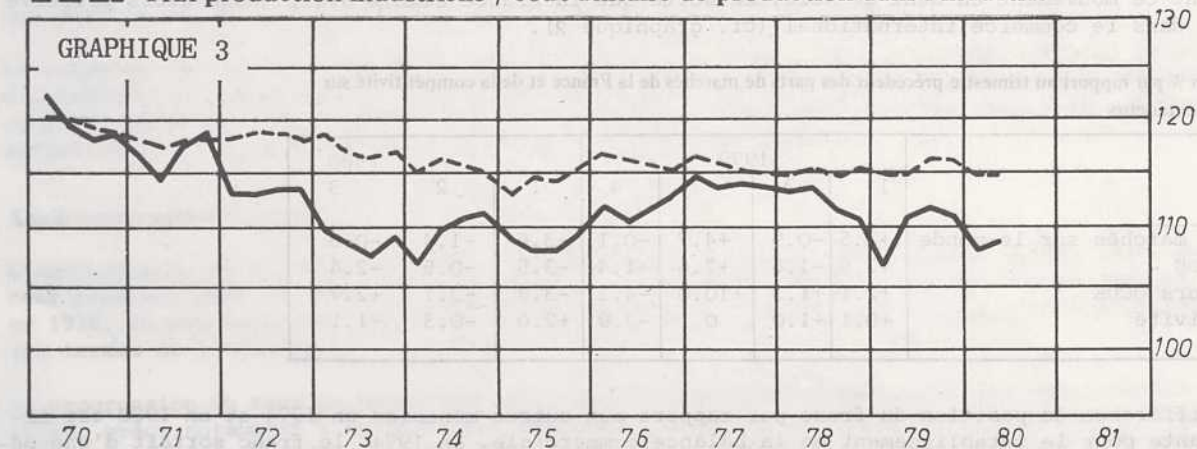


EVOLUTION DES

- Taux de pénétration = $\frac{\text{Importations industrielles}}{\text{Importations industrielles} + \text{production industrielle} - \text{exportations}}$ en volume
- parts de marché = $\frac{\text{Exportations}}{\text{demande mondiale}}$ en volume
- Base 100 en 1970



- Prix exportations industrielles / coût unitaire de production dans l'industrie
- Prix production industrielle / coût unitaire de production dans l'industrie



Le maintien de la compétitivité sur les marchés extérieurs, au travers là aussi de fluctuations à très court terme, corrobore bien ce diagnostic (cf. graphique 1).

Les importations industrielles

Depuis le printemps la lente tendance à la baisse de nos importations industrielles suit celle de la demande ; elle en épouse même les fluctuations de court terme : hausse au troisième trimestre après la légère baisse du deuxième.

Evolution en % par rapport au trimestre précédent des importations et du taux de pénétration.

	1979				1980		
	1	2	3	4	1	2	3
Importations (volume)	+2.7	+3.5	+7.3	-0.8	+6.4	-0.9	+1.7
Taux de pénétration (en volume)	+4.8	+1.1	+2.2	-0.8	+4.0	+2.4	+0.1

La progression du taux de pénétration des produits étrangers sur le marché français ⁽³⁾, qui était passé de 28% à 33% entre le début de l'année 1978 et celui de l'année 1980, semble s'infléchir nettement ; mais on ne note dans aucun secteur une baisse de la part des produits étrangers dans l'offre ⁽⁴⁾.

La détérioration de notre compétitivité sur le marché intérieur a contribué à accroître la pénétration étrangère en période de forte demande ; elle l'a empêché de baisser lorsque la demande s'est infléchie (cf. graphique 1-2). Les pertes de compétitivité justifieraient entre le premier et le troisième trimestre 1980, un accroissement du taux de pénétration de l'ordre de 1% ⁽⁵⁾ sur cette période. Néanmoins c'est surtout la reprise du stockage au troisième trimestre 1980 qui a entraîné durant les derniers mois une nouvelle poussée de la pénétration étrangère sur le marché intérieur.

Le rôle des marges sur l'évolution de la compétitivité des produits français.

Depuis trois ans, le franc est stable alors qu'en moyenne les coûts français augmentent plus rapidement que les coûts étrangers. Dans ces conditions, la compétitivité des produits français, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dépend de l'évolution relative des marges des producteurs français et étrangers ; le maintien de notre compétitivité ou l'atténuation de sa dégradation dépend de la capacité des producteurs français à comprimer leurs marges plus que celles des producteurs étrangers.

L'évolution des marges françaises à l'exportation - mesurée par le rapport entre prix à l'exportation et coût unitaire de production - montre une dégradation de celles-ci depuis 1978 et une accentuation de cette dégradation à partir de la mi 1979 (cf. graphique 3). Jusqu'à la mi 1979, les marges étrangères avaient eu plutôt tendance à s'améliorer ; les marges françaises à l'exportation s'étaient donc dégradées plus que les marges étrangères, permettant le maintien de la compétitivité sur les marchés extérieurs.

L'évolution des marges sur le marché intérieur - mesurée par le rapport entre prix à la production et coût de production faisait apparaître une stabilité de la mi 1977 à la mi 1979 ; les marges sur les produits vendus à l'intérieur se maintenaient, mais elles induisaient la dégradation de la compétitivité observée au cours de cette période sur le marché intérieur. Le maintien des marges sur le marché intérieur alors qu'elles se dégradent sur les marchés extérieurs traduit une évolution des marges plus favorables à l'intérieur qu'à l'extérieur.

importations

(3) Taux de pénétration = $\frac{\text{importations}}{\text{importations} + \text{production} - \text{exportations}}$

source (comptes trimestriels).

(4) Dans les principaux pays de l'OCDE, on peut estimer que le taux de pénétration a baissé en moyenne de 0,7% entre le premier et le deuxième trimestre 1980.

(5) Contribution de l'effet compétitivité à la détermination du partage de l'offre dans le modèle METRIC.

(6) On suppose même ici, que le différentiel de croissance entre les coûts français et les coûts étrangers n'évolue pas.

Depuis la mi 1979, les marges sur le marché intérieur se contractent, celles sur les marchés extérieurs accentuent leur réduction. Mais, si le mouvement des marges françaises avait eu jusqu'alors une incidence sur notre compétitivité, cette dégradation depuis la mi 1979 n'en a pratiquement pas eu : notre compétitivité, à l'extérieur continue à se maintenir, tandis qu'à l'intérieur elle poursuit sa lente dégradation. La raison en est la suivante :

Supposons toujours que le différentiel de croissance entre les coûts de production en France et à l'étranger ne se soit pas modifié ; l'écart entre les prix français et étrangers, tant sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs, ne dépend plus que de l'évolution relative des marges des offreurs français et étrangers. Une contraction des marges françaises aurait dû induire, en l'absence de mouvement similaire des marges étrangères, une réduction de l'écart entre prix français et prix étrangers, et donc à une amélioration de notre compétitivité. En fait, il n'en a rien été car les marges étrangères se sont réduites dans les mêmes proportions que les marges françaises. En effet cette contraction des marges est liée aux délais d'ajustement des prix de vente aux coûts, en période de baisse de la productivité et d'accélération de l'inflation ; elle a touché les pays étrangers concurrents comme la France : les marges des offreurs étrangers se sont contractées comme celles des offreurs français.

Par ailleurs, cette dégradation des marges françaises a touché autant les ventes à l'extérieur qu'à l'intérieur ; elle a respecté le décalage que l'on avait jusqu'alors observé entre l'évolution des marges à l'exportation et sur le marché intérieur : les marges sur les marchés intérieurs et extérieurs se sont dégradées mais restent relativement plus dégradées sur le marché extérieur que sur le marché intérieur : c'est ce que confirme l'enquête sur la concurrence étrangère.

Les perspectives des échanges extérieurs dans les prochains mois

La baisse de nos ventes de produits industriels pourrait s'achever dans les derniers mois de 1980 : la demande mondiale devrait en effet reprendre dès la fin de l'année une tendance lentement croissante, tandis que la baisse récente du franc par rapport au Dollar et à la Livre devrait détendre un peu la situation sur certains marchés.

Nos exportations industrielles seraient surtout soutenues par les ventes de biens d'équipement professionnel qui devraient augmenter en raison de la livraison des gros contrats conclus fin 1979 - début 1980.

D'autre part, les exportateurs de biens d'équipement professionnel considèrent que leurs carnets de commandes en provenance de l'étranger se garnissent de nouveau ; compte tenu de la demande étrangère actuelle de biens d'équipement, il s'agit probablement de commandes en provenance de pays de l'OPEP liés à leurs nouvelles capacités financières. Une partie de ces commandes concerne probablement des matériels dont les délais de fabrication sont courts et qui seront exportés dans les prochains mois.

L'évolution de nos achats de produits industriels devrait dépendre de façon déterminante de la vitesse et de l'ampleur de l'ajustement des stocks, car leur niveau est excessif dans tous les secteurs (cf. infra). D'une part le ralentissement de la formation des stocks - voire leur baisse - diminuera la demande totale ; en outre comme le contenu des variations de stocks en importations est à la marge supérieur à celui des autres postes de la demande, cet ajustement des stocks conduira à modifier le partage de l'offre totale en réduisant la part des importations. Ce mécanisme devrait surtout jouer pour les biens intermédiaires et les biens de consommation. Dans le secteur des biens d'équipement, on devrait constater le retour du taux de pénétration à un niveau plus modéré : il a en effet atteint au cours de l'été 1980 un niveau élevé comme on en voit habituellement à la fin d'un cycle d'investissement.

Cet effet favorable des stocks sur le taux de pénétration devrait être renforcé par la perte de compétitivité de certains produits étrangers, due à l'évolution récente des taux de change qui a des effets vraisemblablement plus importants sur les importations que sur les exportations.

Globalement, le volume de nos achats de produits industriels pourrait suivre ainsi un profil décroissant d'ici au printemps 1981.

La récente dépréciation du franc devrait conduire, surtout dans les tous prochains mois, à une légère dégradation des termes de l'échange. Le chiffrage de ces hypothèses conduit à retenir les évolutions suivantes des volumes et des prix de nos échanges extérieurs industriels au cours des prochains mois.

Variations trimestrielles en %

	IV.1980	I.1981	II.1981
Volume			
exportations	+1.0	+0.7	+0.8
importations	-2.3	-2.3	0
Prix			
exportations	+3.0	+2.5	+2.5
importations	+3.5	+2.5	+2.5

Ces prévisions comportent des risques d'erreurs importants car la plupart d'entre elles dépendent de grandeurs très incertaines ; le tableau ci-dessus donne l'évolution du volume des importations sous l'hypothèse d'une réduction de l'offre industrielle, sur cette période, de l'ordre de 3 %.

L'excédent mensuel moyen CAF-FOB des échanges industriels auquel conduisent ces évolutions passerait de 2.8 milliards de francs au troisième trimestre 1980 à 5,5 milliards au 2ème trimestre 1981. Compte-tenu d'un excédent mensuel de 1.5 milliards de francs dans les échanges agro-alimentaires et de l'hypothèse d'un déficit énergétique passant de 11.5 milliards de francs par mois au 3ème trimestre 1980 à 12 milliards au cours des deux premiers trimestres 1981, le déficit commercial FOB-FOB de la France avoisinerait 60 milliards de francs en 1980 : au printemps 1981, le déficit de nos échanges extérieurs se réduirait à 3 milliards de Francs par mois (au lieu de 5 milliards en moyenne en 1980).

La balance des paiements

Dans la balance des paiements des deuxième et troisième trimestres, l'excédent des services s'est renforcé (9,6 milliards par trimestre au lieu de 7,3 milliards au premier trimestre 1980 et 6,7 milliards au quatrième trimestre 1979). A l'origine de cette hausse se trouvent celle du surplus dégagé par les voyages, après le repli marqué depuis la mi-1979, et celle des produits financiers. Confirmant l'orientation observée en 1979, l'accroissement des revenus du capital traduit le rôle d'intermédiation des banques françaises, spécialement leur place dans le recyclage des pétrodollars ; les résultats de cette activité sont en outre, améliorés par le niveau élevé des taux d'intérêt. Pour la même raison, le placement des réserves de change a dégagé des excédents croissants. Le tassement marqué en 1979 par les grands travaux et la coopération technique a fait place, dès le début de l'année, à une amélioration. Durant le quatrième trimestre, ces divers facteurs ne devraient pas se modifier, de sorte que l'excédent des services, dont le montant cumulé des neuf premiers mois atteint 26,5 milliards (CVS), pourrait approcher 35 milliards.

Le déficit structurel des transferts unilatéraux devrait s'accroître : au développement des transferts d'économies des travailleurs étrangers s'ajouteraient les premiers règlements liés à la prise en charge de la contribution britannique au budget de la Communauté économique européenne.

Au total, pour les trois premiers trimestres, le déficit des transactions courantes atteint 23,2 milliards en données CVS. Compte tenu des prévisions de commerce extérieur (1), le déficit global des transactions courantes devrait approcher 30 milliards pour l'année.

Parmi les mouvements de capitaux à long terme, les emprunts en devises à l'étranger ne se sont pas sensiblement renforcés par rapport au second semestre 1979 ; leur montant s'élève à 13,9 milliards pour les trois trimestres. Les mouvements de capitaux à court terme du secteur privé, qui retracent principalement des crédits commerciaux et des avances à la commande, sont excédentaires de 7,5 milliards. Tandis que les entrées de devises au titre des opérations non ventilées et du termaillage représentent 16,1 milliards.

Au total, la position monétaire extérieure de la France s'est détériorée de 5,8 milliards depuis le début de l'année. Les opérations initiées par la clientèle résidente et par les non-résidents ont abouti à dégrader à hauteur de 21,2 milliards la position du secteur bancaire à l'égard de l'extérieur, tandis que les interventions de la Banque de France sur le marché

(1) Exprimé en termes de balance des paiements, le déficit du commerce extérieur devrait être sensiblement moins fort qu'en termes douaniers du fait du solde excédentaire des opérations sans paiement (importations et réexportations nettes de marchandises, ne donnant lieu à aucun paiement) et du travail à façon sur le pétrole.

des changes qui ont découlé de ces opérations, ont accru la position du secteur public de 15,4 milliards. En effet, la confiance que portent les non-résidents dans le franc se traduit depuis le début de l'année par des prises de position sous forme de dépôts en francs auprès des banques françaises et d'achats à terme de francs. Parallèlement, les résidents ont inversé leur position de change à terme sur les devises, devenant vendeurs nets de devises à terme. Le maintien d'anticipations favorables sur la tenue du franc associées à des différentiels d'intérêt parfois attractifs a également favorisé un recours accru des entreprises françaises aux avances en devises (en outre ces crédits sont totalement désencadrés). Les entrées de devises sur le marché des changes liées à ces opérations ont augmenté les avoirs officiels mais ont, en contrepartie, provoqué un endettement supplémentaire des banques françaises à l'égard des banques et clients non résidents.

III - DEMANDE - PRODUCTION - EMPLOI

Entamée au début de 1978, la phase d'expansion de l'activité intérieure a atteint son sommet au début de 1980. Depuis le milieu de 1979, les anticipations inflationnistes nées du second choc pétrolier avaient entraîné un gonflement de la demande, dû à la baisse rapide du taux d'épargne des ménages et à la formation de stocks dans les entreprises. Cette situation de déséquilibre appelait un ajustement qui a commencé au deuxième trimestre 1980, se traduisant par une réduction rapide en mai-juin de la consommation des ménages, ainsi que par une baisse de la production de biens de consommation et de biens intermédiaires. Ce mouvement s'est interrompu au 3ème trimestre, un sursaut de demande des ménages et une remontée de l'offre domestique étant venu en partie compenser les évolutions brutales du printemps. Cette interruption semble n'avoir été que passagère. Au delà de cette fluctuation, il apparaît qu'au début du quatrième trimestre, les ajustements nécessaires ont repris. Le taux d'épargne des ménages est en voie de retrouver sa situation d'équilibre, mais l'ajustement de l'offre à la demande est encore loin d'être réalisé.

	1979				1980		
	I	II	III	IV	I	II	III
évolution de l'indice de la production industrielle (hors bâtiment et travaux publics)	131	132	139	137	137	133	134

Les biens de consommation

Une consommation des ménages peu active :

Les ménages ont sensiblement augmenté leur consommation jusqu'au premier trimestre 1980, à un rythme nettement supérieur à celui de leurs revenus : du 1er trimestre 1979 au 1er trimestre 1980, la consommation des ménages a augmenté de 2,9 % alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible ne progressait que de 0,2 %, provoquant ainsi une baisse rapide du taux d'épargne.

Au printemps, l'atténuation des anticipations inflationnistes a mis fin à ce comportement de fuite devant la monnaie et entraîné une baisse de la consommation, que n'a pas compensé la faible progression du troisième trimestre. L'habillement et les biens durables ont été les plus affectés par ce repli. Les ventes d'articles textiles et de cuir ont diminué durant les trois premiers trimestres de 1980 ; la baisse, accentuée au deuxième et troisième trimestres, a été au total de l'ordre de 6 % ; il semble donc que ce soit sur le textile-habillement que s'exerce principalement les conséquences de la faible progression des revenus (1). Un léger rattrapage est prévisible en fin d'année et a déjà été perçu en octobre. Par secteur, on note que l'activité dans le commerce de la chaussure est moins affectée par la mévente que les articles textiles. Les immatriculations d'automobiles, dont l'infléchissement date de l'automne 1979, sont restées pendant les trois premiers trimestres de 1980 environ 6 % en retrait de leur niveau du premier semestre 1979 ; le volume actuel des carnets de commandes des constructeurs, et les intentions formulées par les consommateurs dans l'enquête de conjoncture de novembre, ne permettent pas d'envisager une reprise des ventes de voitures neuves dans les trois prochains mois.

Les autres biens durables reçoivent une demande plus soutenue : les ventes d'appareils électroménager et électroacoustiques ont progressé jusqu'en octobre ; toutefois le commerce du meuble apparaît moins actif qu'au premier semestre.

La consommation alimentaire apparaît très peu affectée par l'évolution des revenus et s'inscrit jusqu'au troisième trimestre sur sa tendance de long terme : croissance à un rythme de 2 % l'an. La consommation de produits énergétiques ne devrait progresser que faiblement en 1980 : la demande de gaz augmentait régulièrement et fortement jusqu'en 1979 ; depuis, elle fluctue amplement autour d'une tendance horizontale. De même, la consommation d'électricité a vu sa croissance s'infléchir depuis le début de 1979. Quant à la consommation de produits pétroliers, elle progresse d'environ 1,5 % en 1980, et se situe sur cette tendance depuis la fin de 1977.

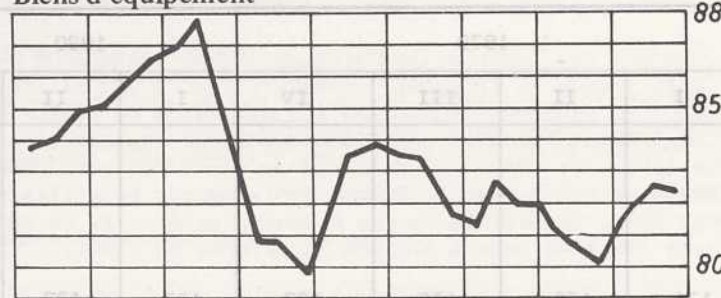
(1) L'ampleur de la baisse est telle qu'elle ne peut être imputée aux seules conditions météorologiques.

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

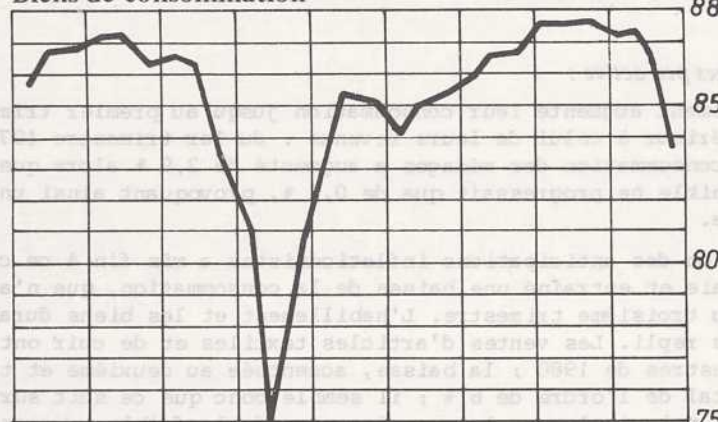
Ensemble



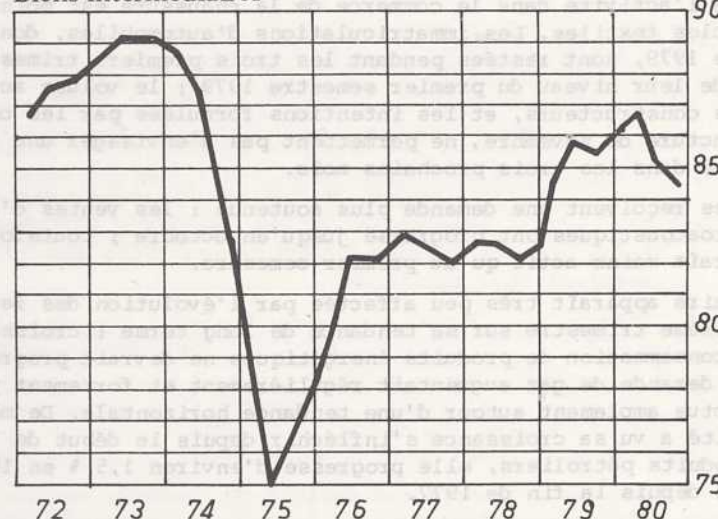
Biens d'équipement



Biens de consommation



Biens intermédiaires



Variations trimestrielles de la consommation des ménages et du revenu disponible (en %)

	1979				1980			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV *
Consommation :								
- de produits alimentaires ..	1,0	- 0,2	0,8	0,4	1,4	- 0,6	0,6	0,4
- d'énergie	3,1	- 4,2	- 2,6	3,7	1,1	- 2,0	0,6	3,0
- de services ...	1,1	1,0	1,5	1,4	0,6	1,2	0,4	0,7
- de produits industriels ...	0,7	0,4	- 0,2	1,1	0,7	- 2,4	- 0,1	0,2
dont : biens durables	1,4	2,6	1,3	- 0,7	2,0	- 3,6	2,5	- 1,9
habillement .	- 0,2	- 0,3	- 1,8	2,4	- 0,6	- 3,1	- 2,2	1,8
Consommation totale	1,1	0,2	0,5	1,2	0,8	- 0,6	0,3	0,6
Pouvoir d'achat du revenu disponible .	- 0,5	+ 0,7	0	+ 0,2	- 0,7	0,9	0,7	0,6

Un approvisionnement prudent des commerçants

* Prévisions

Les commerçants, grossistes comme détaillants, ont immédiatement répercuté dans leurs commandes à l'industrie la baisse des ventes due à la réduction de la consommation : leur pessimisme permanent depuis la mi-1979, sur l'évolution future des affaires, les a conduit à se montrer très prudents dans leurs approvisionnements ; de plus, la diminution du chiffre d'affaires du printemps, associée à un accroissement des difficultés d'obtention de crédits bancaires, leur a imposé de réduire leurs stocks, et donc de continuer de limiter leurs commandes à l'industrie même quand la consommation connaissait, comme au troisième trimestre une évolution plus favorable.

L'attitude des commerçants devrait maintenant évoluer : l'enquête de conjoncture réalisée en novembre indique qu'ils estiment que la consommation avait passé son point bas ; par ailleurs la réduction de leurs difficultés de trésorerie, consécutive au redressement des ventes et à la perception d'une plus grande possibilité d'obtention de crédits bancaires, les conduit à juger leurs stocks moins excessifs et à se montrer moins réservés dans leurs intentions de commandes.

Une réduction de la production industrielle

L'évolution de nos échanges extérieurs a amplifié les effets de la baisse de la demande intérieure en biens de consommation : tandis que la demande étrangère s'infléchissait à partir du deuxième trimestre, le taux de pénétration des importations augmentait, principalement pour les biens d'équipement ménager ; aussi les carnets de commandes des producteurs français se sont-ils rapidement dégarnis : d'après les industriels interrogés aux enquêtes trimestrielles de conjoncture, ils ne représentaient plus que 6,7 semaines de production en octobre contre 8,1 en mars.

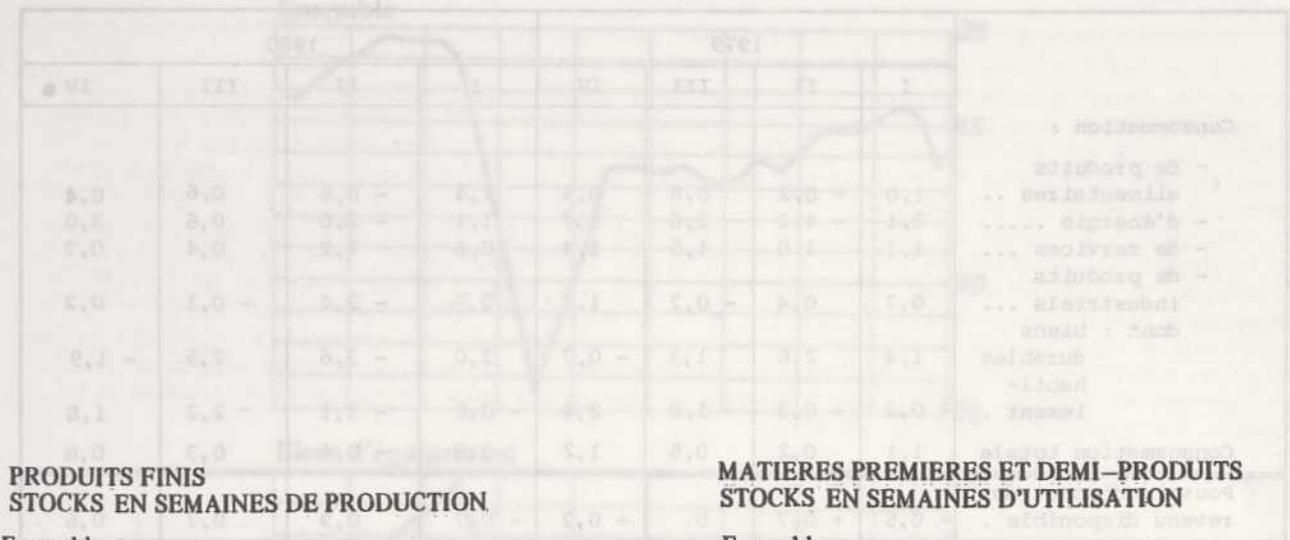
Parallèlement, la production s'est orientée à la baisse ; sa réduction a été irrégulière, un sursaut d'activité en juillet-août l'ayant momentanément interrompue. L'ordre de grandeur de la baisse a été de 3 % entre le début de l'année et la fin du troisième trimestre ; une des branches les plus touchées a été l'automobile dont l'activité se situait à la rentrée 7 % en dessous de son niveau moyen de 1979.

La réduction d'activité a été insuffisante pour empêcher un gonflement des stocks au printemps ; elle a seulement permis de les stabiliser à un niveau élevé durant l'été :

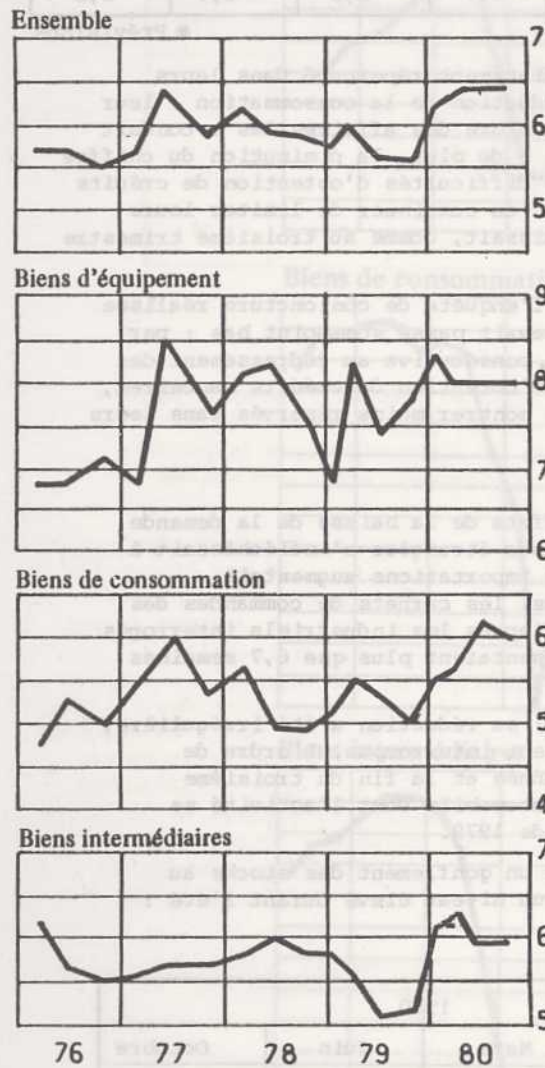
Stocks de produits finis exprimés en semaine de production

	1979	1980			
	Octobre	Janvier	Mars	Juin	Octobre
Equiperment ménager	5,8	5,4	6,8	8,3	7,4
Ameublement	3,9	3,9	3,3	3,7	4,1
Automobile	4,5	5,5	4,8	4,7	5,6
Textile	5,2	6,2	6,5	6,9	6,4
Habillement	6,6	7,3	6,8	7,8	8,2
Cuir chaussures	4,6	5,0	4,8	6,8	6,8
Biens de consommation hors I.A.A.	5,4	5,8	6,1	6,5	6,7
Industries agricoles et alimentaires	4,1	4,7	5,0	4,7	4,3
Ensemble des Biens de Consommation	5,2	5,8	5,7	6,2	6,0

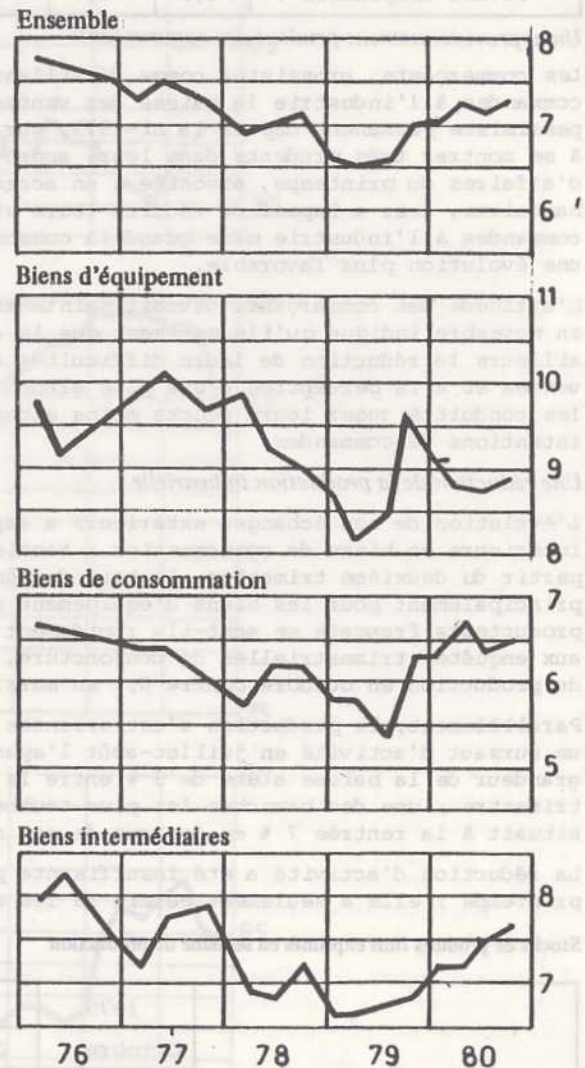
TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



PRODUITS FINIS STOCKS EN SEMAINES DE PRODUCTION



MATIÈRES PREMIÈRES ET DEMI-PRODUITS STOCKS EN SEMAINES D'UTILISATION



Perspectives

L'ajustement de la production de biens de consommation à la demande hors stocks n'a été réalisé que de façon imparfaite au troisième trimestre ; les stocks de produits finis détenus par les industriels sont encore excessifs - le jugement des chefs d'entreprise sur ce point est catégorique. L'amplitude de la réduction de stocks à opérer reste importante - plus d'une demi semaine de production pour revenir à des stocks comparables à ceux de 1978. Elle pèsera vraisemblablement sur l'activité jusqu'à la fin du premier trimestre 1981.

L'évolution attendue de la demande ne semble pas de nature à accélérer cette résorption des stocks : Les producteurs de biens de consommation indiquent que la demande étrangère est très faible et devrait le rester jusqu'au début de 1981 ; elle pourrait se redresser très lentement au cours du premier semestre 1981, parallèlement à la demande mondiale.

Malgré une évolution plus favorable du revenu disponible, la consommation des ménages ne devrait connaître d'ici le printemps, en raison d'une poursuite probable de la remontée du taux d'épargne, qu'une progression lente (à un rythme de l'ordre de 2 % l'an), mais qui s'accélérerait en fin de période (1) sa composante industrielle, traditionnellement la plus affectée par les ralentissements de consommation, devrait encore stagner au quatrième trimestre et n'augmenter que faiblement au premier semestre 1981.

Dans ces conditions, et malgré un partage de l'offre plus favorable dès maintenant à la composante intérieure (cf. Chapitre II), la production de biens de consommation ne devrait se redresser qu'au printemps prochain ; sa diminution entre le 1er trimestre 1980 et les premiers mois de 1981 pourrait être pour les industries de biens de consommation (hormis I.A.A.) de l'ordre de 4 % à 5 %.

Les biens intermédiaires

- Un retournement au deuxième trimestre

Les secteurs de biens intermédiaires avaient été les principaux bénéficiaires de la phase d'expansion des années 1978-1979, profitant d'une part d'une demande étrangère soutenue, d'autre part d'une demande intérieure alimentée dans un premier temps par les besoins de consommation intermédiaire nés de l'expansion des autres industries, puis gonflée à partir de la mi-1979 par une forte demande de stocks comme il est constaté habituellement durant une période d'accélération des prix des matières premières.

Des trois composantes de la demande, celle liée aux consommations intermédiaires s'est infléchie dès le milieu du premier trimestre 1980, avec l'orientation à la baisse de la production de biens de consommation ; le retournement des exportations a été presque simultané ; quant au fort stockage, il a pris fin au début du deuxième trimestre, après la baisse du prix des matières premières industrielles et la stabilisation de celui du pétrole.

Cet affaiblissement rapide des différentes composantes de la demande a entraîné un ajustement rapide de la production à partir du mois de mai.

	1979				1980		
	I	II	III	IV	I	II	III
Production de biens intermédiaires indice base 100 en 1970 ...	123	127	132	132	132	127	128 (e)

(e) estimation

La baisse d'activité a principalement affecté les industries de la chimie et du caoutchouc, ainsi que la sidérurgie et la première transformation des métaux. Après une remontée en juillet-août, la production a repris une tendance déclinante. Selon les industriels interrogés aux enquêtes de conjoncture, la diminution de la production a été rapide au début du quatrième trimestre, suite à une forte baisse de la demande, intérieure comme étrangère.

Perspectives

Les évolutions prévisibles de production de biens de consommation et de biens d'équipement (voir paragraphe suivant) impliquent une faible demande de consommation intermédiaire jusqu'au premier trimestre 1981. Par ailleurs, les industriels ne prévoient pas actuellement de redressement de la demande étrangère ; celle-ci ne devrait pas se réanimer avant le printemps 1981.

Ainsi, la demande finale hors stocks adressée aux producteurs français devrait-elle fléchir jusqu'à la fin du premier trimestre 1981.

D'autre part, il apparaît que dans les industries de biens intermédiaires, l'ajustement de l'offre à la demande est moins avancé que dans les biens de consommation : la formation de stocks est restée importante au troisième trimestre, comme le montre le tableau ci-dessous, issu des comptes trimestriels :

(1) Cf. Chapitre "Les Prix et la situation financière des ménages".

Élément de l'équilibre ressources-emplois : biens intermédiaires
(Volume base 100 en 1979)

	1979				1980			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV *
Production	96,3	97,1	102,9	103,7	104,2	99,2	100,2	96,6
Importations	95,2	97,9	104,0	102,9	109,9	104,7	104,4	101,8
Ressources	96,3	97,4	102,9	103,4	105,5	100,4	100,8	97,7
Consommations								
Intermédiaires	97,3	98,0	102,2	102,5	102,9	100,2	100,8	98,2
Exportations	96,2	99,5	103,1	101,1	107,1	101,3	99,3	100,1
Emplois hors stocks	97,3	98,4	102,0	102,2	103,9	100,2	99,8	98,7
Variation de stocks								
% (en proportion des ressources) ...	0,5	0,5	2,5	2,8	3,2	1,8	2,6	0,6

* prévision

Ce point est confirmé par les enquêtes de conjoncture : les stocks de produits finis détenus par les producteurs de biens intermédiaires comme les stocks "amont" de matières premières et demi produits détenus par eux-mêmes ou les industriels des autres secteurs sont stabilisés.

Ce dernier type de stocks apparaît élevé, surtout si on tient compte du fait que l'effort de gestion des industriels avait tendu à les réduire jusqu'à la mi-1979 : il convient cependant de noter que le stockage récent s'est fait surtout sur les produits à fort contenu pétrolier.

	Moy. 1976	Moy. 1977	Moy. 1978	1979			1980			
				mars	juin	oct.	janv.	mars	juin	oct.
Stocks de matières premières et demi-produits détenus par les industriels (en semaines d'utilisation)	7,7	7,3	7,0	6,5	6,6	7,0	7,1	7,3	7,2	7,3

Au cours des prochains mois, la poursuite de l'accroissement des difficultés financières des entreprises, qui a déjà été perçu au deuxième semestre, devrait entraîner une réduction de la formation de stocks. La reprise des perspectives inflationnistes enregistrée dans les enquêtes de conjoncture, liée aux menaces qui continuent de peser sur l'approvisionnement pétrolier, peut faire douter que l'on assiste à cet ajustement. Mais les intentions formulées par les industriels dans les enquêtes sont nettes : les stocks sont jugés excessifs et les chefs d'entreprise entendent réduire leurs achats de demi-produits. Si on ne retient pas l'éventualité, peu probable il est vrai, qu'une poussée des anticipations inflationnistes vienne bouleverser les plans des industriels, on assistera donc à un ralentissement du stockage.

De ce fait, le redressement des industries de biens intermédiaires serait plus tardif que celui des secteurs produisant des biens de consommation et ne pourrait se manifester clairement qu'à partir du 2ème trimestre. Jusque là, la production devrait rester en net retrait (7 à 8 %) de son niveau du début de l'année 1980.

Les biens d'équipement

La situation conjoncturelle des secteurs de biens d'équipement apparaît sensiblement meilleure que celle des deux autres groupes d'industries du fait du niveau encore élevé de l'investissement. En effet, si le ralentissement de l'activité commence à faire jouer le mécanisme de l'accélérateur (1), à la baisse, et donc interrompt le mouvement d'investissement qui a débuté au printemps 1978, l'orientation depuis plusieurs années vers un effort d'adaptation du capital évite une chute rapide de l'investissement.

Un infléchissement progressif de l'investissement

L'investissement des entreprises a commencé à se retourner lentement à partir de la fin du deuxième trimestre 1980 : l'un des indicateurs les plus nets de cette évolution est le niveau des ventes de biens d'équipement du commerce de gros. Ainsi, après avoir crû à un rythme de l'ordre de 1 % par trimestre pendant la première moitié de l'année, l'investissement productif des entreprises se réduit à un rythme un peu inférieur ; mais l'acquis en début d'année assure néanmoins une croissance importante en moyenne sur l'année 1980 : elle serait de près de 4 % pour l'ensemble des sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles. L'examen des investissements par secteurs confirme ce chiffre.

(1) Effet par lequel une variation de la production modifie la demande d'investissement.

L'investissement total des SQS EI en 1980 par secteurs

	Structure de la FBCF par branche en 1979 %	Taux de variation en % en 1980 (volumes)
Industrie	25,0	4
Agriculture	8	- 1,5
B.T.P.	3,9	2
Commerces	8,0	+ 2,5
Services (hors logement)	23,3	+ 2,5
Investissement productif privé ..	68,2	2,6
Grandes entreprises nationales ..	22,3	9
F.B.C.F. productive	90,5	4,1
Logement	9,5	0
F.B.C.F. totale	100	3,7

Dans l'industrie, l'investissement s'est développé jusqu'au milieu de l'année 1980, à un rythme rapide, comme en attestent les commandes passées par les industriels au premier semestre en progression de plus de 20 % (en valeur) par rapport à celle du premier semestre 1979. Ce mouvement s'appuyait sur trois éléments : la réduction progressive des marges de capacités inutilisées, l'existence de fortes anticipations de demande et le rétablissement de la rentabilité des secteurs les plus touchés lors de la récession de 1975 (producteurs de biens intermédiaires notamment). Ces trois facteurs se sont orientés défavorablement ; de ce fait, les industriels jugent maintenant leurs capacités de production excédentaires dans les secteurs de biens de consommation et de biens intermédiaires. L'expérience a montré que ce type de jugement était de nature économique, car il prend en compte non seulement le taux d'utilisation des capacités de production, mais aussi la rentabilité du capital ; il rend probable la réduction des commandes d'équipement des industriels à partir du deuxième semestre.

Néanmoins, sur l'ensemble de l'année 1980, la progression des investissements productifs de l'industrie concurrentielle devrait apparaître forte : de l'ordre de 4 % en volume par rapport à 1979. La réalisation de cette croissance malgré l'apparition dès le début de l'année d'incertitudes sur l'évolution économique peut être expliquée par le maintien jusqu'au milieu du premier semestre de résultats d'exploitation satisfaisants dans les secteurs où les projets d'investissements étaient les plus importants (biens de consommation et de biens intermédiaires). La baisse du premier semestre 1980 (de 14 % par rapport au premier semestre 1979) des autorisations de construction de bâtiments industriels confirme une orientation plus affirmée des investissements vers la rationalisation ; compte tenu des délais autorisations-réalisations, cette baisse va contribuer à diminuer l'investissement à partir de la seconde moitié de 1980.

Conséquence de la forte dégradation de la situation financière des agriculteurs, essentiellement due à l'augmentation rapide des prix de leurs consommations intermédiaires, l'investissement agricole a suivi un profil déclinant en 1980 : la baisse des immatriculations de tracteurs sur le marché intérieur, ainsi que la faiblesse des ventes des grossistes en matériel agricole en sont les principaux signes. Toutefois l'évolution plus favorable de l'investissement en bâtiments agricoles, dont les autorisations ont légèrement augmenté au premier semestre, et le maintien des achats de certains secteurs est venue compenser en partie la baisse enregistrée sur les tracteurs et la plupart des autres matériels (1). La réduction de l'investissement agricole en 1980 devrait donc être modérée.

Le retournement de l'investissement du tertiaire marchand (commerces, services), est difficile à connaître en termes conjoncturels. Il ne semble s'être produit que récemment, plus tardivement que celui de l'industrie ; les autorisations de construction montrent en effet que l'investissement en locaux commerciaux, bureaux et garages serait resté sur une pente ascendante jusqu'en fin d'année. En sens inverse le matériel de bureau pourrait subir un infléchissement. Néanmoins l'investissement du tertiaire marchand devrait enregistrer une progression sensible en 1980.

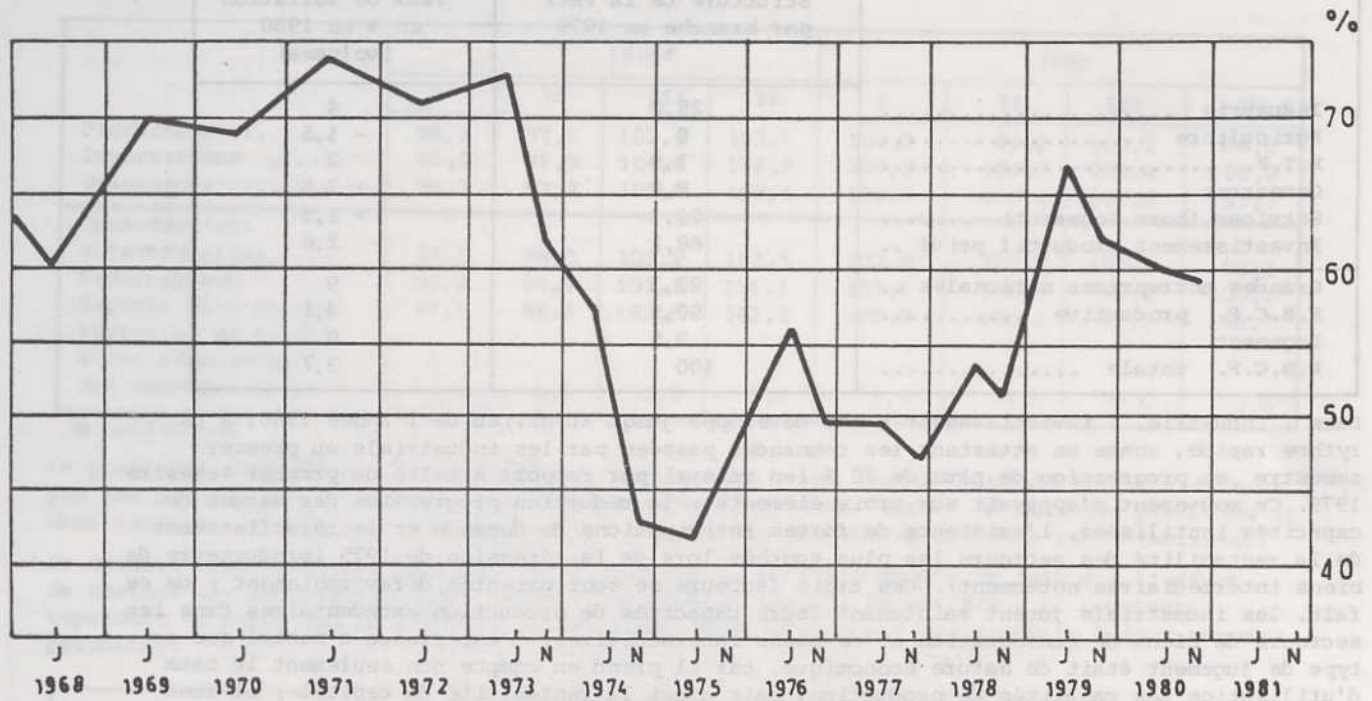
L'investissement des secteurs du bâtiment et des travaux publics, qui se maintient à un bon niveau après avoir augmenté au premier semestre, devrait maintenant s'orienter lentement à la baisse.

Une production stabilisée

La progression des carnets de commandes des producteurs de biens d'équipement n'a été vraiment influencée par le cycle d'investissement qu'à la fin 1979 et au début 1980, lorsque le mouvement a atteint son intensité maximale et qu'il s'est porté sur les produits "classiques" (machines-outil ; mécanique) délaissés jusqu'alors. Le caractère tardif de l'effet du cycle d'investissement a été également visible dans les difficultés des producteurs de biens d'équipement à résorber leurs marges de capacités disponibles jusqu'au début 1980 ; il témoigne d'une adaptation qualitative

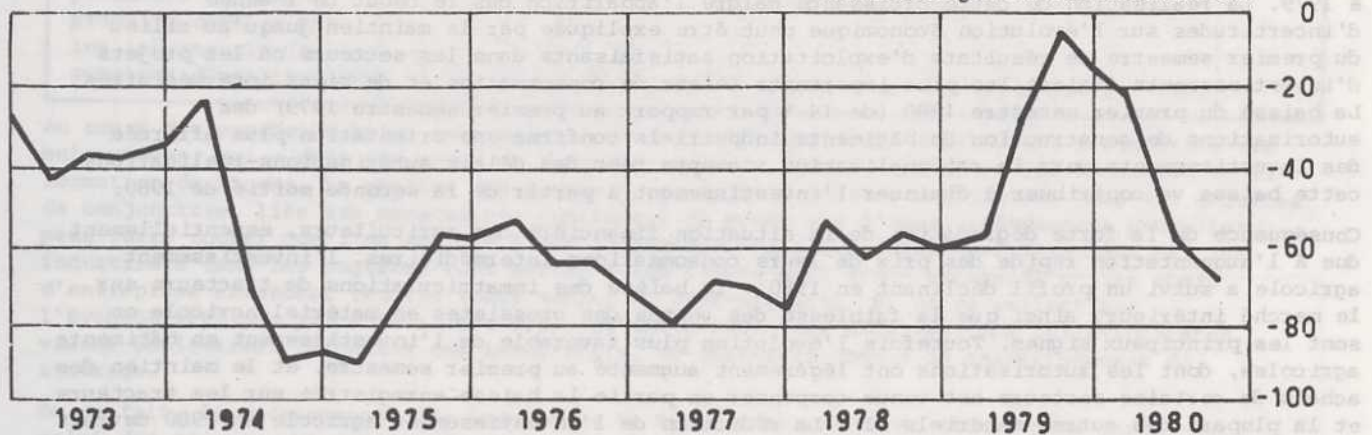
(1) Les bâtiments représentaient en 1979 27 % de l'investissement agricole contre 65 % pour le matériel et 8 % pour le cheptel. Au sein de l'investissement en matériel, l'achat de tracteurs agricoles représentait 38 %.

PROPORTION DES ENTREPRISES QUI POURRONT, AU COURS DES MOIS A VENIR, EFFECTUER TOUS LES INVESTISSEMENTS NECESSAIRES



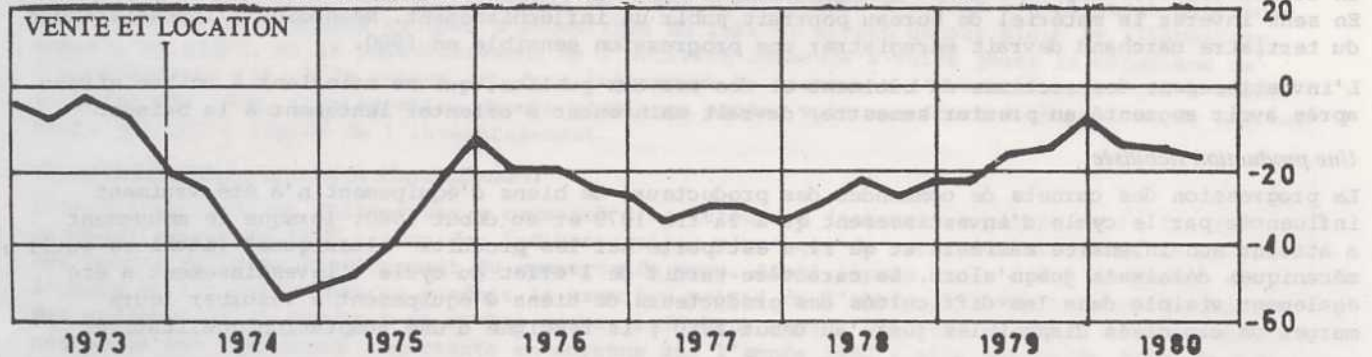
DEMANDE DE LOGEMENTS NEUFS A ACHETER – PROMOTEURS PRIVES

Données corrigées des variations saisonnières



PERSPECTIVES DE MISES EN CHANTIER – PROMOTEURS PRIVES

Données corrigées des variations saisonnières



Le reflux de la demande s'est généralisé à partir de la rentrée, la construction électronique faisant seule exception. La production ne s'est adaptée que partiellement à cet ajustement de la demande : elle s'est stabilisée (après avoir faiblement progressé au premier semestre) ce qui a induit une formation excessive de stocks.

Les producteurs de biens d'équipement devraient ajuster leur activité en baisse ; cette évolution sera progressive, compte tenu de la charge de travail assurée par les carnets de commandes, et en particulier par les gros contrats étrangers, à longs délais d'exécution, dont est attendu un soutien aux exportations durant le premier semestre 1981 ; par ailleurs, un renouveau de demande étrangère est apparu en fin d'année pour certains produits (matériel de transport, construction électrique et électronique) et contribuera à maintenir l'activité des branches concernées. La production diminuera d'autant moins qu'elle avait modérément bénéficié du cycle d'investissement, puisque la pénétration de la demande étrangère s'était fortement accru et que cette pénétration - dont le sommet suit généralement avec un léger retard celui de l'investissement - semble avoir dépassé son niveau maximal.

En effet, l'orientation de l'investissement productif à la baisse est maintenant largement généralisée parmi les différents secteurs industriels et devrait se poursuivre sur la plus grande partie de l'année 1981, compte tenu de l'effet retardé sur l'investissement des résultats d'exploitation des entreprises qui, après leur dégradation à partir du printemps 1980, devraient rester très médiocres au premier semestre 1981. Certes l'aide fiscale à l'investissement pourra limiter l'amplitude des effets de la dégradation de la situation financière des entreprises, et contribue sans doute dès maintenant à soutenir l'investissement, mais sa nature (effet étendu sur cinq ans) semble exclure qu'elle puisse avoir un fort effort conjoncturel qui empêcherait la réduction de la demande intérieure de biens d'équipement au premier semestre 1981. Il reste donc probable que les investissements de l'industrie concurrentielle se réduiront d'environ 4 % en 1981.

De même, dans l'ensemble des secteurs non industriels, le niveau des difficultés de trésorerie devraient tendre à s'accroître et peser sur l'orientation future de l'investissement. Enfin, la stabilisation attendue en 1981 des investissements des grandes entreprises nationales, après quatre années de forte croissance (de l'ordre de 10 % l'an), privera la croissance des investissements de son élément jusqu'alors le plus actif. Ainsi l'investissement productif global des entreprises baisserait (en termes moyenne annuelle) en 1981 ; en tendance, il ne semble pas qu'une amélioration puisse intervenir avant l'été.

A la fin de l'année 1980, les trois principales composantes de l'offre industrielle se sont donc orientées à la baisse, mais l'amplitude et le degré d'avancement du mouvement récessif est variable pour chacune d'entre elles. A l'horizon de cette note c'est à dire à la fin du premier semestre 1981, la production devrait s'être redressée dans deux groupes d'industries : les biens de consommation et les biens intermédiaires ; par contre il est probable que l'investissement intérieur et la production de biens d'équipement devraient être encore sur une pente déclinante.

Après une évolution irrégulière mais nettement descendante en 1980 (stabilité au premier trimestre, forte baisse au second, légère remontée au troisième, nouvelle baisse au quatrième), l'offre industrielle considérée dans son ensemble devrait se redresser à la fin du premier trimestre 1981. Le recul maximum de la production depuis son sommet de l'hiver 1979-1980 serait de l'ordre de 5 % à 6 %.

Le bâtiment et les travaux publics

A l'automne 1980 se termine un mouvement positif de la demande de B.T.P. qui s'était engagé à la mi-1979. L'infléchissement de l'activité qui en découle reste lent mais l'ajustement à la baisse devrait se poursuivre au cours du premier semestre 1981.

La demande des ménages en matière de logements neufs, très vive fin 1979 et début 1980, est retombée depuis le printemps à un niveau bas. La poussée de demande à cheval sur les années 1979 et 1980 qui résultait d'un mouvement de fuite devant la monnaie est désormais terminée. La situation n'est pas exempte d'éléments de caractère ambigu: les moyens de financement consacrés à l'achat de logements neufs devraient s'améliorer d'ici la fin de l'année et remonter ainsi après le point bas du printemps et de l'été; par ailleurs, la chute de l'apport personnel, depuis la fin 1979, semble enrayée et faire place à une stabilisation. Cependant, le maintien de fortes hausses de prix des logements neufs et des terrains associé à des taux d'intérêt élevés pèse sur le pouvoir d'achat de ces moyens de financement et limite la solvabilité des candidats à l'acquisition. Au total, une stabilisation de la demande de logements neufs peut être prévue pour le semestre qui vient, contribuant au maintien des perspectives de mise en chantier de logements neufs à un niveau proche de celui précédemment enregistré (c'est à dire de l'ordre de 100.000 par trimestre), compte tenu du dégarnissement des stocks opérés ces deux dernières années.

L'évolution de la demande des entreprises, liée au mouvement de l'investissement, présente dans l'immédiat des évolutions diverses suivant les secteurs et pèsera sans doute négativement sur l'année 1981. Si les autorisations de construction de bâtiments industriels sont désormais en net recul, les autorisations de construction d'autres bâtiments (hors logement) se maintiennent à un haut niveau malgré un tassement récent, ce qui est conforme à la résistance de l'investissement du tertiaire marchand signalée précédemment. Par contre, la demande d'investissement des entreprises pèsera négativement sur l'activité du B.T.P. en 1981; l'arrêt de la croissance de l'investissement des grandes entreprises nationales et le reflux probable des investissements de capacité en seront les principaux facteurs.

La demande des administrations semble jouer un rôle assez neutre dans l'évolution actuelle et se stabilisera en 1981.

Ces éléments conduisent à un infléchissement lent et sélectif de l'activité du bâtiment et des travaux publics. Si l'activité des artisans du B.T.P. recule depuis le printemps, l'infléchissement ne s'est produit que cet été pour les travaux publics, où cependant l'activité reste encore à un assez bon niveau; et n'était pas encore intervenu au troisième trimestre pour les entreprises du bâtiment (hors artisanat). Ces dernières ne prévoient pas de recul net à la fin de l'année; mais il se produirait dans le courant du premier semestre prochain. L'ajustement de l'activité à la demande finale apparaît ainsi largement étalé dans le temps. Cet infléchissement lent ne modifie que peu jusqu'à présent l'équilibre des conditions d'exploitation et des tensions sur les facteurs de production, malgré une hausse vive des matériaux de construction et des salaires au premier semestre. On note d'ailleurs une stabilité plus grande du nombre de défaillances d'entreprises dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics que pour l'ensemble de l'économie, où elles remontent plus nettement.

Productivité et emploi

La productivité avait connu une croissance rapide depuis le début 1978 (de l'ordre de 3,2 % par an) jusqu'au troisième trimestre 1979, grâce à une forte progression de la valeur ajoutée :

Effectifs, durée du travail, productivité

(Taux de croissance trimestriels moyens)	1978				1979				1980		
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
Effectifs :											
. des ENFNA (1)	0,2	0	- 0,1	- 0,1	0,1	- 0,1	0,1	0,2	0,1	0	- 0,1
. de l'industrie	-0,4	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,5	- 0,4	-0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,5
Durée du travail											
. ENFNA	-0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0	- 0,1	- 0,2	- 0
. industrie ...	-0,1	0	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	0	0,1	- 0,1	- 0,2	0
Productivité											
. ENFNA	1,3	1,7	0,5	1,7	0,2	0,7	2,3	0,3	0,5	- 0,6	+ 0,6
. Industrie ...	2,1	2,5	- 0,1	2,9	- 0,6	1,2	5,1	-0,0	0,6	- 1,4	+ 1,4
Valeur ajoutée											
. totale	1,4	1,6	0,3	1,4	0,2	0,5	2,1	0,5	0,6	- 0,9	0,5
. industrie ..	1,6	1,9	- 0,8	1,4	- 1,3	0,3	4,6	-0,2	0,3	- 2,0	1,0

(1) des entreprises non financières non agricoles.

La croissance de la productivité s'est arrêtée à la fin de 1979, avec l'infléchissement de la valeur ajoutée, en raison de la rigidité à court terme de l'emploi ; compte tenu des prévisions formulées pour la production, la productivité ne devrait plus progresser de façon sensible avant le deuxième trimestre 1981 ; l'emploi a néanmoins marqué à partir du début de 1980 une dégradation progressive : Alors que les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles ont encore présenté une croissance globale au cours du 1er trimestre, le deuxième trimestre enregistre une baisse et le troisième trimestre une stabilisation.

Glissement trimestriel des effectifs (y.c. stagiaires)

	1er trim. 1980	2ème trim. 1980	3ème trim. 1980
Industrie n.c. BTP	- 13.900	- 16.400	- 39.000
BTP	- 7.000	+ 2.800	+ 6.000
Tertiaire marchand	+ 40.700	+ 3.000	+ 36.000
	+ 19.800	- 10.600	+ 3.000

A un niveau sectoriel plus fin on constate qu'en 1980 la baisse des effectifs se réduit dans les industries de biens intermédiaires, se poursuit au même rythme dans les industries d'équipement et s'est accélérée dans les industries de biens de consommation. Le nombre de salariés du BTP flutue à un niveau stable depuis mars 1979 après une baisse de cinq années successives. Dans le tertiaire, certains secteurs ont vu dès 1979 leurs embauches moins nombreuses.

Conformément aux indications fournies par les enquêtes de conjoncture, la réduction des effectifs s'est accentuée au troisième trimestre dans l'industrie (- 0,7 %). Cependant, on peut estimer qu'à l'automne 1980, les effectifs totaux sont supérieurs de près de 2 % à ceux qui auraient correspondu au maintien du rythme tendanciel des gains de productivité.

Si on tient compte des délais usuellement observés d'ajustement de l'emploi, on parvient à une prévision de baisse des effectifs d'environ 0,3 % par trimestre jusqu'au printemps 1981. Cette baisse ne devrait pas s'effectuer régulièrement car le pacte national pour l'emploi, en vigueur durant l'hiver 1980-1981 devrait, en raison de l'embauche de stagiaires qu'il permet durant cette période, réduire à court terme le rythme de baisse des effectifs. Il est actuellement difficile de prévoir l'ampleur exacte des effets du pacte. Il apparaît cependant probable que le nouveau pacte sera plus efficace que la moyenne des trois premiers et notamment que celui de l'an passé. Ce point est confirmé par le nombre relativement élevé de stagiaires (13000) embauché en septembre.

C'est dans les industries de biens de consommation que la baisse des effectifs devrait être la plus accusée (plus de 2 % en 1980) ; elle serait également assez forte dans les secteurs de biens intermédiaires ; par contre, les biens d'équipement devraient afficher une dégradation un peu moins forte en raison des évolutions d'emploi relativement favorables attendues dans certaines branches ou la production reste soutenue, telles l'aéronautique ou la construction électrique et électronique. Sur l'ensemble de l'industrie, la réduction des effectifs pourrait approcher - 2 % en 1980. Par contre, dans le bâtiment et les travaux publics, la situation de l'emploi ne devrait pas marquer de détérioration sensible avant le début de 1981.

Une grande incertitude subsiste quant à l'évolution future du secteur tertiaire marchand. Le ralentissement de l'activité ne permet pas d'envisager avant la mi-1981, un retour durable à des progressions comparables à celle enregistrée en 1979 (+ 1,9 %). A l'inverse, la quasi-stabilité observée au deuxième trimestre 1980 ne paraît pas pouvoir être reconduite déjà au troisième trimestre une progression de 0,5 %, mais qui peut être en partie imputable aux stagiaires, a été enregistrée. Ces remarques aboutissent à prévoir une croissance des effectifs salariés du tertiaire marchand voisine de 1,5 % en 1980.

Au total, l'année 1980 devrait être marquée par une stabilisation des effectifs des entreprises non agricoles (soit une baisse de 0,2 % à 0,3 % pour les effectifs hors stagiaires).

La durée hebdomadaire du travail a relativement peu baissé en 1979 confirmant le ralentissement progressif à l'approche du seuil des 40 heures. De plus, le mouvement a bénéficié du regain passager de l'activité économique. Le retour à une conjoncture moins favorable ne s'est pas accompagné comme on aurait pu l'attendre d'une baisse accrue de la durée du travail, qui n'a pas évolué au 3ème trimestre.

Pour l'ensemble de l'année 1980, une réduction de la durée du travail du même ordre qu'en 1979 (- 0,3 %) peut être attendue.

L'évolution du chômage et des demandes d'emploi en fin de mois

Au cours des dix premiers mois de l'année 1980, les demandes d'emploi déposées auprès de l'ANPE ont augmenté de 78.900 unités en valeur CVS. D'octobre 1979 à octobre 1980, leur progression a été (en données brutes) de 105.000 soit, malgré une conjoncture plus défavorable, nettement moins que d'octobre 1978 à octobre 1979 (+ 135.000). Rappelons qu'elle avait été de + 170.000 d'octobre 1977 à octobre 1978.

Les demandes d'emploi en fin de mois (corrigées des variations saisonnières) ont diminué de juin à septembre alors que les effectifs ont baissé au deuxième trimestre et ont été stables au troisième. L'application de la relation économétrique ressources en main-d'oeuvre-emploi-chômage aux estimations d'emploi retenues précédemment conduirait, pour 1980, à une croissance des DEFM de l'ordre de 170.000 (1).

Une divergence apparaît donc entre l'évolution du chômage observé à partir des DEFM et celle à laquelle on aurait pu s'attendre compte tenu des évolutions de l'emploi et des ressources démographiques. Cette divergence semble s'expliquer par la modification de l'enregistrement des demandes, à l'ANPE dont les statistiques sont affectées par les réglementations administratives. Il ne peut cependant être exclu qu'une modification réelle du comportement de la population quant à la demande d'emploi ait pu, en outre se produire.

Une analyse approfondie des entrées et des sorties du fichier des demandes d'emploi semble indiquer un certain nombre de changements par rapport aux années précédentes. Au cours des derniers mois, en particulier les personnes qui cherchent à trouver un premier emploi ou à reprendre une activité paraissent s'être moins inscrites à l'Agence que par le passé. De façon encore plus caractéristique, le nombre des personnes dont la demande a été annulée parce qu'elles ne se sont pas présentées au contrôle ou parce qu'elles ont déclaré ne plus chercher d'emploi a beaucoup augmenté. L'accroissement est particulièrement élevé parmi les chômeurs de longue durée (plus de 2 ans) : + 140 % pour absence de contrôle et + 104 % pour arrêt de la recherche.

Plusieurs modifications institutionnelles ou réglementaires ont eu lieu depuis le début de l'année ou dans un passé récent : La réforme de l'indemnisation du chômage a été mise en place à partir du 1er juillet 1979. Rappelons que la nouvelle réglementation limite désormais à 3 ans (à 5 ans pour les personnes âgées de plus de 55 ans) la durée des prestations ; auparavant l'aide publique pouvait être perçue par paliers dégressifs pendant 10 ans. Depuis le 1er avril 1980, toute personne en chômage peut bénéficier pendant un an de la Sécurité Sociale sans obligation de s'inscrire à l'ANPE (alors qu'auparavant ce privilège n'était accordé que dans la limite de 3 mois). A l'issue de cette période, le maintien de la couverture de Sécurité Sociale ne peut résulter que d'une affiliation personnelle. Il y a donc "déconnexion" totale entre maintien des droits à la Sécurité Sociale et inscription auprès de l'Agence. En septembre 1980 est entrée en vigueur une nouvelle définition des catégories de demandes d'emploi. Selon celle-ci, sont classées dans la catégorie 3 toutes les demandes d'emploi saisonnières ou temporaires, notamment les demandes de contrat à durée déterminée, quelle que soit la durée de l'emploi demandé. Celle-ci était auparavant limitée à 3 mois. Il paraît plausible que cette mesure ait eu un effet direct, bien que limité, sur la série des DEFM qui, rappelons-le, est constituée des seules demandes de catégorie 1 (2)

- (1) L'évolution du chômage estimée à partir de cette relation a été, pour les dernières années, très proche de l'évolution observée. Cette relation est $\Delta C = 0,39 \Delta (L_o - A) - 0,69 \Delta EIT - 0,36 \Delta ETT + 46$ (en Milliers) avec C : Chômage ; L_o : Ressources en main-d'oeuvre ; A : emploi agricole ; EIT : emploi industriel total ; ETT : emploi tertiaire total.

	ΔL_o	ΔA	$\Delta (L_o - A)$	ΔEIT	ΔETT	ΔC ajusté	ΔC observé
1977	242,9	- 56,1	+ 299,0	- 72,9	+ 260,0	+ 119	+ 111
1978	249,0	- 42,3	+ 291,3	-162,8	+ 193,9	+ 202	+ 218
1979	253,3	- 26,3	+ 279,6	- 72,7	+ 137,0	+ 156	+ 141
1980	253,9	- 30,1	+ 284,0	-105,0	+ 156,0	+ 173	

- (2) En septembre 1980, 27.800 demandes ont été enregistrées en catégorie 3 contre 17.800 en septembre 1979.

La série des enquêtes emploi a été conçue notamment pour repérer, à moyen terme, une dérive éventuelle de la statistique des DEFM par rapport au chômage au sens du BIT. C'est l'enquête d'octobre 1980, lorsque ses résultats seront connus, qui apportera les éléments d'une appréciation plus sûre de la situation du chômage.

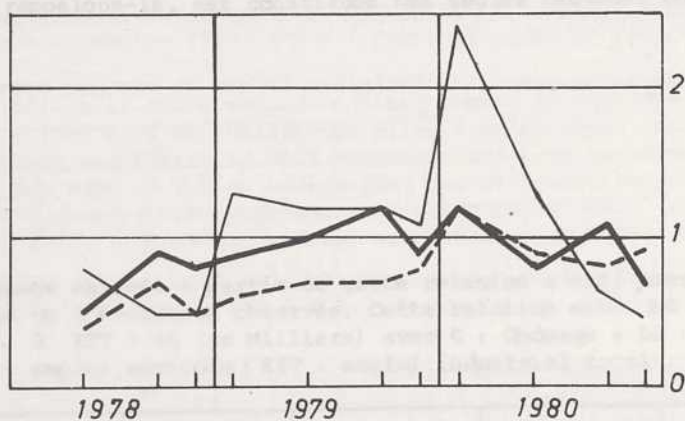
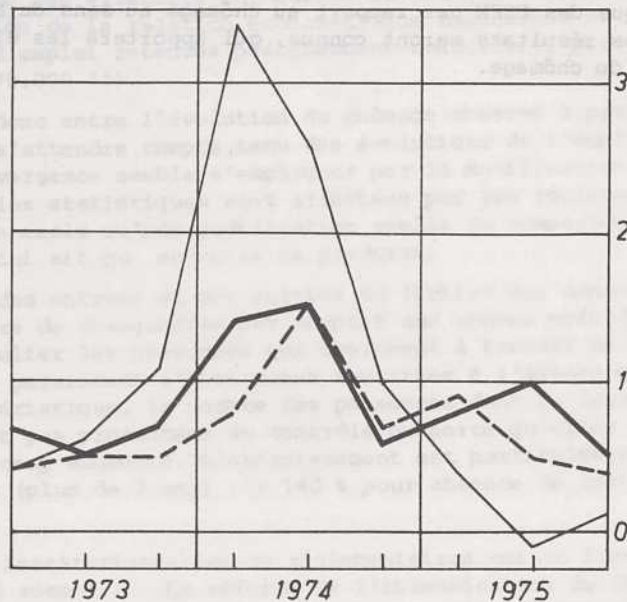
LES PRIX A LA PRODUCTION

% hausse mensuelle moyenne

— *Biens de consommation*

- - - *Biens d'équipement*

— *Biens intermédiaires*



N.B. Le graphique ne reproduit pas la même nomenclature que le tableau.